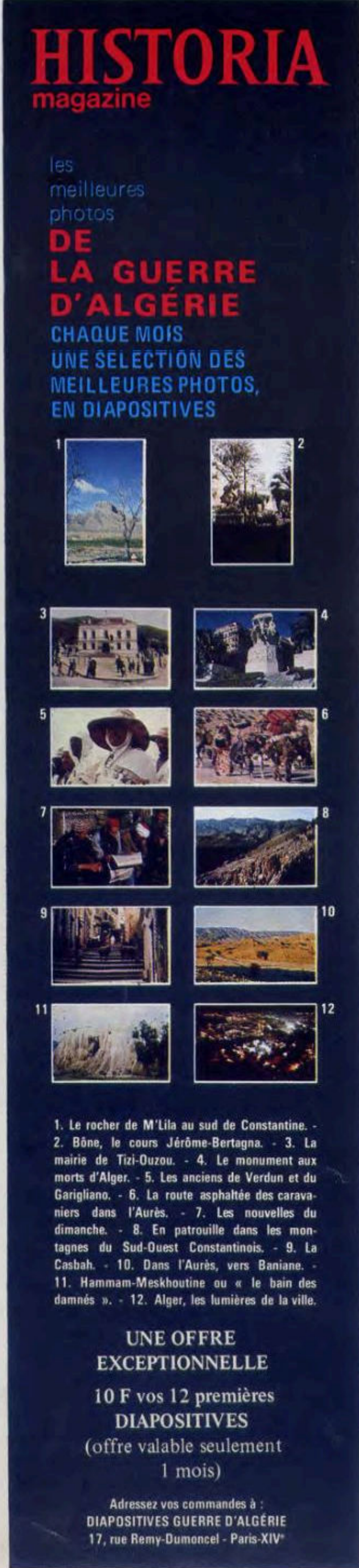
HISTORIA magazine
45
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 238 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



"OLLIVIER": L'EXÉCUTION DE BELLOUNIS



Couverture : Photo Ramolet



LES DERNIERS JOURS DE LA IVe RÉPUBLIQUE

Jean FONTUGNE

CURIEUSEMENT, la guerre d'Algérie est oubliée pour un temps à Paris, en ce début de mars 1958. C'est, en effet, par un accord franco-vietnamien que se manifeste l'action du gouvernement.

L'accalmie ne dure pas. Le F.L.N. tente désespérément de faire franchir le barrage à des unités constituées, instruites en Tunisie. Il n'y parvient pas. Pour sa part, le commandement français réclame de nouveaux renforts, mais les crédits militaires manquent ! Une nouvelle fois, Félix Gaillard sera obligé de poser la question de confiance pour les obtenir.

Les défenseurs de l'Algérie française – une partie du centre, la droite et l'extrême droite de l'Assemblée nationale – font désormais campagne pour la constitution d'un gouvernement de salut public. Soustelle, Bidault, Morice, Duchet seront leurs chefs de file.

Ils seront aidés dans leur action, et pour la première fois dans l'histoire de France, par des policiers parisiens ! Ces derniers, réunis nombreux, le 13 mars, à la préfecture de police, transformeront rapidement la manifestation syndicale de revendications salariales en mouvement politique. Après avoir défilé boulevard Saint-Germain, ils se rendront devant l'Assemblée nationale. La critique qu'ils feront de l'activité du Parlement rappellera les plus beaux jours de l'Action française *d'avant guerre.*

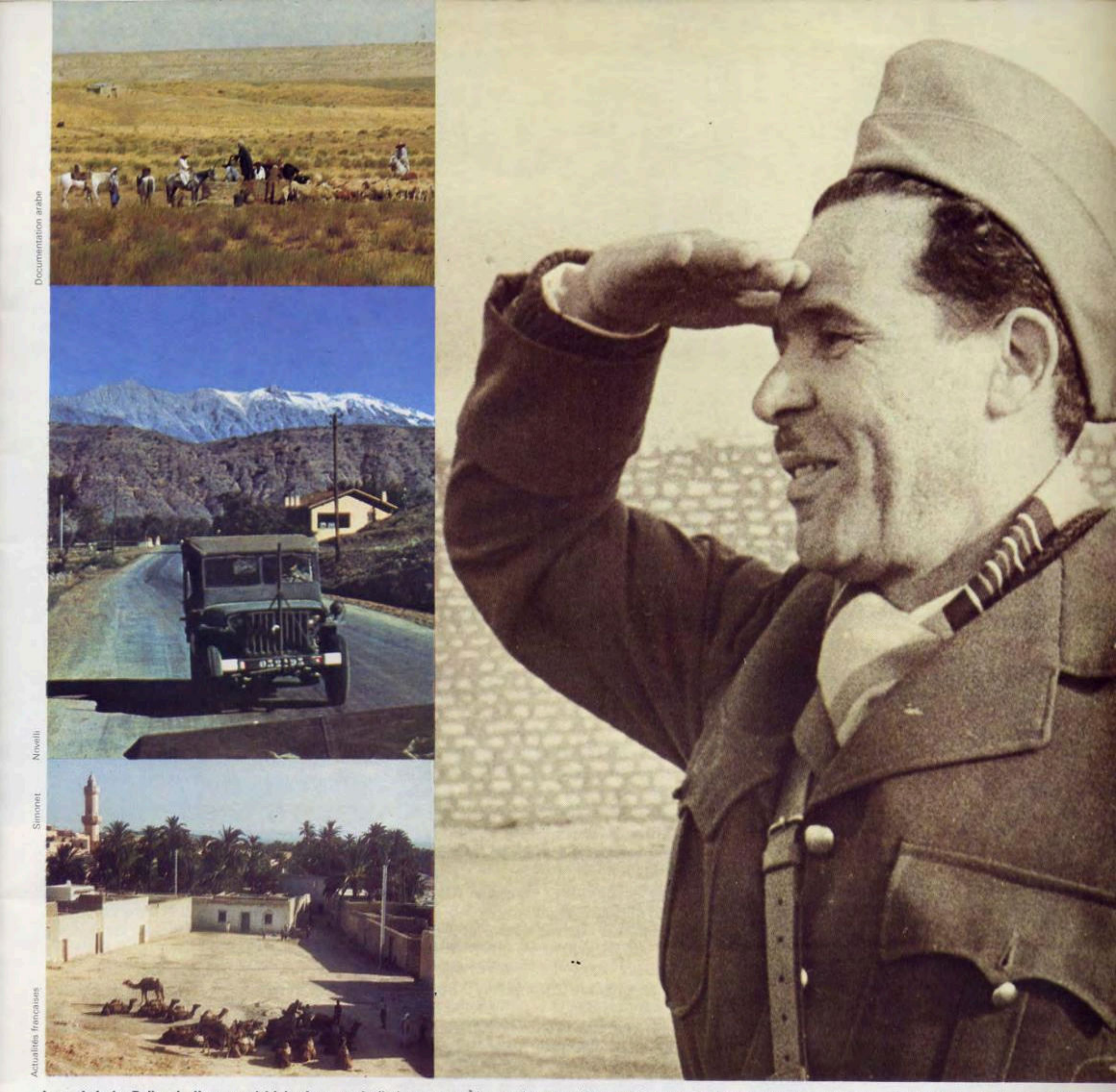
Les indépendants, le M.R.P., les socialistes, les républicains sociaux, qui vont tenir leurs congrès, en tireront bientôt les conclusions.

Cette inertie du gouvernement français fait le jeu du F.L.N., dont l'habile, bien que discrète, activité dans les couloirs des Nations unies lui permet, jour après jour, d'étendre son audience, et ce, malgré ses échecs militaires sur le terrain. Pendant un temps, les dirigeants politiques français, divisés par leurs querelles, paraissent oublier que la guerre non déclarée est loin d'être terminée en Algérie et que l'autorité du ministre résidant Robert Lacoste est singulièrement émoussée depuis les incidents du 11 novembre 1957.

Sur le plan international, il est intéressant de rappeler que, le 19 mars, devait se tenir la première séance de la nouvelle assemblée parlementaire européenne à Strasbourg.

J. F.

SOMMAIRE N° 238 :



Le « général » Bellounis. Il a accroché lui-même une étoile à sa vareuse de guerrier messaliste, après que la France eut accepté son pacte d'alliance contre le F.L.N. Son territoire? Les hauts plateaux du Sud algérois. Son armée? 3 000 hommes, l'Armée nationale populaire algérienne. Son drapeau? Le même que celui de l'A.L.N.

BELLOUNIS : UN BOOMERANG

L'AFFAIRE Bellounis — baptisée opération « Ollivier » — découle de l'antagonisme dressant le M.N.A. contre le F.L.N. et les Arabes contre les Kabyles dans une zone où l'implantation des forces de l'ordre était légère. Celles-ci, faute de moyens, surveillaient surtout l'axe Alger-Djelfa-Laghouat, indispensable aux travaux des pétroliers à l'œuvre au Sahara. La population, en grande partie nomade, sur ces hauts plateaux du Sud algérois, était difficilement contrôlable.

La wilaya 6, enjeu de l'opération, n'était pas très solidement assise. Les Kabyles, qui, là comme ailleurs, dirigeaient le F.L.N., s'étaient heurtés, dès 1955, à des résistances irréductibles, telles celles des Zianistes, qui refusaient toute tutelle et pillaient sans vergogne les convois d'armes destinés aux wilayas du Nord : les wilayas 3 et 4.

Pour tenter de rallier les mouvements dissidents, le C.C.E., en 1956, nommera à la tête de la wilaya 6 un Kabyle, Mellah Ali ben Ahmed — dit Si Chérif —, originaire de Dra-el-Mizan. C'était un choix ▶



M. Teboul

◀ L'action de Bellounis se poursuivra dans le Sud, plus précisément dans ce que le F.L.N. appelle la wilaya 6. Un angle ayant sa pointe à Berrouaghia, à 130 km d'Alger, une branche passant par Aflou et l'autre par Touggourt. Un autre monde. Sur notre photo, à Bou-Saada, oasis à mi-chemin entre Aflou et Biskra, la parade des danseuses Ouled Naïl.



Ph. Le Tellier/Paris-Match

attiser la vieille haine entre F.L.N. et M.N.A.

peu heureux et peu heureuse aussi la désignation de son adjoint, un autre Kabyle, Amar, dit Rouget. Les Kabyles éprouvaient un profond mépris pour les Arabes et en exigeaient des tributs insupportables : vivres, chevaux et femmes.

La haine que provoquera leur attitude sera exploitée par un autre Si Chérif, un Arabe celui-là, ancien brigadier du train, qui avait rejoint le Front après sa libération du service. Mellah Ali sera abattu par les Zianistes et Amar par Si Chérif; en même temps un millier de Kabyles — on n'en a jamais su le nombre exact — fut exterminé par la population exaspérée.

Si M'hamed, le commandant de la wilaya 4, inquiet pour ses voies de communication, se rendra sur place pour remettre de l'ordre. Si Chérif, se sentant menacé, ralliera les forces de l'ordre; il sera chargé de monter une harka dans le secteur de Maginot, où, finalement, il récupérera 500 à 600 anciens fellaghas.

Et ce sera un long interrègne où le territoire de la wilaya 6 sera livré aux bandes rivales : messalistes, zianistes et F.L.N.

L'affaire Bellounis se développera donc dans un milieu favorable.

Lorsque, au début de 1957, Bellounis, un Arabo-Kabyle, ancien conseiller municipal messaliste de Bordj-Menaïel, sous la poussée du F.L.N., glissera avec sa bande — 300 fusils — vers les hauts plateaux algérois, la wilaya 6 était mûre pour tous les déviationnismes.

En janvier 1957, Bellounis cherchera à entrer en contact avec les autorités françaises : avec l'administrateur d'Aïn-Boucif, avec le chef de la S.A.S. des Ouled-Ali et avec un instituteur. C'est ce dernier qui attirera l'attention de Robert Lacoste sur l'intérêt que pouvaient présenter les propositions du chef messaliste. Bellounis, on le voit, était déjà un négociateur « tous azimuts »!

Lacoste se montrera intéressé par l'affaire et en chargera le général Salan. Déjà, sur proposition de la D.S.T., il avait prescrit l'expérience Kobus, qui se développait alors dans l'Orléansvillois. Les hommes de gauche attribuaient au M.N.A. une certaine audience politique. A Paris, à l'époque, les manifestants algériens arboraient plus souvent le portrait de Messali Hadj que l'insigne du F.L.N. Bien qu'il eût beaucoup pâti de la grande rafle de novembre 1954, le M.N.A. conservait effectivement des sympathies à Alger, dans le Tlemcénois, à Bône en Kabylie, etc.

L'opération « Ollivier »

« Le M.N.A., avait écrit Lacoste à Guy Mollet en juillet 1956, demeure opposé au F.L.N. J'ai permis à un informateur d'aller voir Messali... » Une opposition armée messaliste au F.L.N. méritait donc d'être entretenue.

En mai 1957, le capitaine Pineau, du S.R., rencontrera Bellounis et conviendra avec lui des bases de sa coopération : se battre contre le F.L.N., fournir des renseignements aux forces de l'ordre, débaucher les Zianistes et les messalistes passés au F.L.N., respecter les populations ralliées. Cet accord de principe avait l'approbation de Lacoste et du général Allard commandant le corps d'armée d'Alger. Le général Salan, toujours sensible au reproche qu'on lui avait fait d'avoir, en Indochine — douloureuse référence —, favorisé les sectes, demandera qu'un haut fonctionnaire civil suive l'opération « Ollivier ». C'était promis.

On fixa à Bellounis une zone d'action. Très vite, il s'en écarta sous des prétextes apparemment valables : recherche du renseignement, droit de poursuite. Mais aussi, et surtout, pour des motifs inavoués : reprise de contact dans toute l'Algérie avec les anciens militants M.N.A. et... collectes de fonds.

Bellounis, dans son action, devait d'autant mieux réussir que le F.L.N., par le massacre de Melouza, le 28 mai 1957, s'était aliéné encore davantage la sympathie des populations arabes. En août 1957, il avait obtenu le ralliement de 1 500 hors-la-loi, avec leurs armes. Débordant déjà du cadre fixé, il élargissait à son gré son territoire de chasse. L'activité de ses émissaires inquiétait les autorités de Constantine et certains sous-préfets. Bellounis appelait ses troupes Armée nationale du peuple algérien (A.N.P.A.) et il s'était nommé général!

Bellounis eut d'abord ▶ un commandement autonome, puis, après son alliance avec la France, il agit sous le contrôle militaire du 11e « choc ».



M. Teboul



◀ Le « général » Bellounis, de face, portant un calot, au milieu de ses troupes, l'Armée nationale populaire algérienne. Trois mille hommes environ.

Un contrôle plus strict s'imposait. Il fut confié à deux centaines du 11e « choc », unité spécialisée dans les opérations de guérilla et commandée par le capitaine Rocolle, officier sérieux, plein de bon sens et conscient des difficultés qui l'attendaient. Le capitaine Rocolle sera malheureusement tué au combat au début de 1958. Le 11e « choc » détachera auprès des bandes de l'A.N.P.A. des équipes chargées d'assurer les liaisons radio, de contrôler l'armement et de rendre compte du résultat des opérations. Il placera auprès de Bellounis un officier, jeune et calme, qui inspirera au « général » une affection quasi paternelle.

Sur place, le colonel Vernières devait rappeler les ordres du ministre : opposition à l'action politico-administrative, arrestation des collecteurs de fonds; c'est-à-dire suppression des moyens les plus efficaces de l'action révolutionnaire ou contre-révolutionnaire.

Bellounis est d'autant plus vexé qu'il sait que Lacoste a demandé de se montrer compréhensif. Bellounis est adroit, il joue sur plusieurs tableaux.

En face de lui, la coordination n'est pas parfaite. Si Lacoste est favorable à l'opération « Ollivier », préfets et sous-préfets le sont moins, alertés qu'ils sont sur les exactions des bellounistes par les notabilités musulmanes et européennes. Mais ils n'expriment pas franchement leurs craintes et rejetteraient volontiers sur l'armée — elle en a l'habitude — la responsabilité des « bavures ». Les militaires ne s'insurgent pas contre le principe de l'expérience, mais le drapeau vert et blanc arboré par l'A.N.P.A. les hérisse. Dans les secteurs, on voudrait exercer un contrôle plus direct sur ces « supplétifs ».

Le colonel Katz, commandant le territoire de Laghouat (une bonne partie de la zone d'action de Bellounis relève du Sahara), est chargé par le général Salan et par Lacoste — dont il reçoit à cet effet des fonds importants — de coiffer l'affaire. Il rencontre Bellounis, lui donne de l' « Excellence ». On procède ensemble à quelques opérations assez fructueuses, encore que Bellounis refuse de livrer ses prisonniers. Il les « convertit », dit-il.

Un mégalomane

Mais cette activité militaire n'est qu'une façade dissimulant l'élimination, par les méthodes du F.L.N., de l'O.P.A. rebelle. La population ne sait plus à quel collecteur se vouer! Pour la rébellion, c'est beaucoup plus grave que la perte de 166 *djounoud* tués, 66 blessés et 70 prisonniers (chiffres émanant du F.L.N. lui-même).

Le F.L.N. donne l'ordre d'abattre Bellounis. Par les réseaux qu'il entretient dans l'administration civile, il intervient pour faire cesser les activités des bellounistes.

Pour mettre un terme aux « collectes » abusives dont les préfets et sous-préfets rendent compte, une réunion se tient au Gouvernement général : une aide financière officielle doit permettre à Bellounis d'interdire ces pratiques. Le 2e bureau met en garde les autorités contre la vanité d'une telle mesure : les collectes ne cesseront pas car elles constituent — et c'est regrettable mais c'est ainsi — le moyen le plus efficace d'engager les populations contre le F.L.N. Le 2e bureau n'est pas non plus très favorable à l'armement des bellounistes : ils se sont servis sur le F.L.N. — et très copieusement —, qu'ils continuent! Le bureau d'études du G.G. souligne aussi les « débordements » de Bellounis.

Devant les divergences d'opinion, le général Salan pose carrément le problème : il est prêt, si on lui en donne l'ordre, à mettre un terme à l'opération « Ollivier ». Les autorités civiles se récrient. Pierre Maisonneuve; représentant Lacoste, absent, décide : l'expérience se poursuit, on dégagera 70 millions par mois pour la financer (on en dépensera en réalité beaucoup moins).

Le commandant supérieur interarmées insiste à nouveau pour faire superviser l'opération par un haut fonctionnaire; ce sera M. Ciosi, inspecteur général de l'administration.

Les interlocuteurs de Bellounis deviennent de plus en plus « valables »!

Ciosi rencontre Bellounis. Il marque un peu d'étonnement devant le drapeau vert et blanc et devant la propension du « général » Bellounis à sortir du cadre convenu pour aborder la haute politique sur l'avenir de l'Algérie. Bellounis est un mégalomane mais il ne manque pas de franchise. Ciosi et lui s'entendent sur une déclaration écrite : Bellounis affirme que son seul but est de détruire l'ennemi commun : le F.L.N. Il certifie qu'il n'a ▶

Un « Bao-Daï algérien »?



Revue de troupes en rase campagne, l'A.N.P.A. défile devant son « général en chef », Bellounis.

Les dirigeants du F.L.N. n'ont jamais sous-estimé, en tant qu'adversaire, le leader M.N.A. Mohamed Bellounis, ancien responsable du P.P.A. et du M.T.L.D., ancien conseiller municipal de Bordj-Menaïel. Ils savent en effet que cet aventurier politique est un personnage qui ne manque pas de prestance, avec sa carrure athlétique, son visage expressif, sa grosse moustache, et qu'il exerce un ascendant certain sur ses hommes. Ils ont enregistré avec satisfaction, en 1955, la liquidation des maquis « messalistes » de Kabylie par les commandos d'Ouamrane, de Si Sadek et d'Amirouche, mais ils ont appris avec déplaisir, en 1956, que Bellounis, qui a pu échapper à l'encerclement, a réussi à prendre, dans le Sud présaharien, la tête d'une force armée de plusieurs centaines d'hommes.

Au début de 1957, 300 hommes de Bellounis s'installent dans l'extrême sud de la Grande Kabylie, plus bas que Bordj-Bou-Arreridj, dans une région qui sert de point de contact entre les wilayas 2, 3 et 6, et dont le cœur est le gros village de Melouza, au nord de M'Sila, la bourgade natale du « chef historique » du F.L.N., Mohamed Boudiaf.

La population de Melouza tourne plutôt ses sympathies vers le F.L.N., mais le M.N.A. a sa base principale au sud-ouest de cette localité, au douar des Beni-Illemane (une mechta centrale et plusieurs mechtas plus petites à 6 kilomètres à la ronde).

Bellounis, qui dispose de plusieurs postes de commandement dans les hauts plateaux du Sud, notamment près de Reibell (Chellala) et à Dar-ech-Chouk, près de Djelfa, s'installe aussi quelquefois au hameau de Mechta-Kasba, au pied du Kef-el-Gueur, tout près du douar des Beni-Illemane.

C'est à partir de ce Q.G. que Bellounis envoie divers émissaires – notamment un notable des Beni-Illemane, Si Dahfoul, et une personnalité religieuse proche du Gouvernement général, le cheikh Harmel, chef de la zaouïa de Bou-Saada, proposer à des « chefs français » une alliance contre le F.L.N. Les officiers ainsi contactés sont ceux qui exercent le pouvoir à l'échelon local : le capitaine du 8e spahis Combette, commandant du secteur Beni-Illemane - Oued Tahrir, et le lieutenant de S.A.S. Lucien Bienfait, responsable de la milice de supplétifs algériens commandée par Si Taoudjine Ferrah.

Plus ces pourparlers avancent et plus le djich (armée) de Bellounis se montre agressif contre le F.L.N. Ses chefs indiquent aux militaires français certaines caches d'armes de l'A.L.N. et font tuer, soit par dénonciation à ces militaires, soit par opération directe, plusieurs responsables de l'A.L.N. (dont Nassedine, le sergent Si Hocine et Si Ahmed) et plusieurs agents de liaison cherchant à passer de la wilaya 2 à la wilaya 6.

Le commandant de l'A.L.N. du secteur (mintaka) 3, le lieutenant Abdelkader Sahnoun, dit Si Abdelkader, ou encore Azel, reçoit de son chef direct, le capitaine Arab, de la région (nahia) 4 de la wilaya 3, l'ordre de « donner à ces actions de trahison la riposte appropriée ». Il engage contre une unité des forces de Bellounis un combat qui dure sept heures, mais ses hommes, inférieurs en nombre et en armement, se font encercler et doivent se replier.

Fort mécontent du rapport que Si Abdelkader lui envoie à la suite de cet accrochage, Arab ordonne à ses subordonnés de « liquider physiquement à la première occasion, tous les « bellounistes » du douar des Beni-Illemane ». La décision est approuvée au cours d'une conférence à laquelle assistent tous les officiers et sous-officiers de la zone que commande, au sud de la wilaya 3, le capitaine de l'A.L.N.

Au début de mai 1957, l' « affaire Bellounis » commence à prendre des proportions qui dépassent, de loin, le cadre local. Dans ses pourparlers avec les autorités françaises, Bellounis présente en effet un « programme » qui va dans le sens de la « politique d'une troisième force musulmane » préconisée par certains officiers et certains civils du Gouvernement général.

« Allié et non rallié », il demande que ses hommes combattent avec des armes françaises, mais dans leur uniforme, sous leur drapeau et selon leurs propres convictions – celles du M.N.A. Le M.N.A. bénéficie justement alors de certaines sympathies en France. A droite, Soustelle soutient que « les messalistes représentent, pour la France, une carte intéressante », tandis qu'à gauche le « caractère démocratique » de ce mouvement est loué par des hommes politiques ou des journalistes tels que le leader trotskiste Pierre Lambert, André Ferrat, membre du Comité directeur de la S.F.I.O., Claude Gérard, Jean Rous, Maurice Clavel. Ce dernier n'hésite pas à s'adresser à Guy Mollet pour lui demander de faire une ouverture politique à Messali Hadj ou à Moulay Merbah, qui représente, à l'O.N.U., le leader du M.N.A. L'hypothèse d'une « grande négociation » entre le M.N.A. et le gouvernement français est avancée dans certains cercles socialistes.

L'offensive du F.L.N. « pour l'élimination définitive des Algériens à la solde des Français » bat alors son plein. A Paris, l'ancien président « administratif » de l'Assemblée algérienne, Ali Chekkal, est tué, le 26 mai, par le fidaï Ben Sadok, à la sortie du stade de Colombes où il était allé assister, avec le président de la République, à la finale de la Coupe de France de football. Au sud de la wilaya 3, Si Arab et Abdelkader Sahnoun rassemblent, au même moment, 400 hommes environ, armés de fusils mitrailleurs, de fusils de guerre et de chasse, de mitraillettes et de pistolets mitrailleurs, pour les lancer dans une « expédition punitive » contre « les traîtres des Beni-Illemane ».

Répartis en six sections, les assaillants encerclent, le 28 mai à 2 heures du matin, le douar, mal défendu par des soldats de Bellounis, qui décrochent vers midi. Ils rassemblent leurs prisonniers – 300 hommes habitant les Beni-Illemane –, les amènent à Mechta-Kasba et les massacrent.

Bellounis, qui se trouve alors au douar Madjérès, à 4 kilomètres de Melouza, a la conviction que l'A.L.N. liquidera ses partisans dans toute la région comme elle a liquidé les habitants des Beni-Illemane s'il ne concrétise pas très vite son alliance avec l'armée française. Il conclut avec le capitaine Combette, qu'il rencontre le 31 mai, un accord définitif, bientôt précisé, trois jours plus tard, au cours d'un nouvel entretien avec un autre officier français, le lieutenant Pineau.

A partir de cette date, le F.L.N. attaque Bellounis avec violence, dans sa presse clandestine et ses tracts. Le leader M.N.A. (qui, d'ailleurs, prend de plus en plus ses distances vis-à-vis de Messali) est traité de « Bao-Daï algérien » et accusé notamment de « faire le jeu du colonialisme en essayant de diviser les Algériens et d'opposer les arabophones aux berbérophones ».

Cette propagande redouble lorsque le M.N.A. envoie un certain nombre de ses partisans vivant jusqu'alors en France, renforcer les « bellounistes », notamment ceux qui opèrent dans la région Berrouaghia - Boghari (à telle enseigne que le commandement de l'A.L.N. de la wilaya 6 doit demander des renforts à celui de la wilaya 4).

L'offensive du F.L.N. sera facilitée par le caractère de moins en moins « autonome » et de plus en plus spectaculaire de la coopération entre l'armée française et Bellounis.

Albert Paul LENTIN



ce pacte qu'il faudra

aucune attache politique, même avec le M.N.A.(?). Il souhaite que la France et l'Algérie restent liées par un statut excluant, toutefois, le retour au passé.

Puis on promet au « général » du matériel, des armes, de l'argent, à condition toujours qu'il n'exerce pas son activité hors des limites territoriales fixées ni au détriment des populations.

Or, pendant que Ciosi et Bellounis tombaient d'accord, la police interpellait deux émissaires politiques bellounistes dans la Casbah d'Alger! Le lieutenant-colonel de Schacken, chef du 2e bureau, après leur avoir reproché d'être sortis des limites fixées, les renvoie au P.C. de l'A.N.P.A. Pour Bellounis — et pour Ciosi —, c'est un incident diplomatique.

Pourtant, c'est le nœud du problème; pour obtenir la collaboration confiante, sans réticence, des autorités sur place, sous-préfets et commandants de secteur, il est indispensable de « cadrer » Bellounis sans faiblesse.

Le ministre de la Défense nationale, Chaban-Delmas, dépêche à Bellounis — *quo non ascendet?* — un officier de son cabinet, le colonel Lefort, auquel Lacoste déclare qu' « il prend personnellement la responsabilité de l'expérience ».



◀ Dans son P.C. de Dar-ech-Chouk, au nord de Djelfa, Bellounis fait apposer, comme sur tous les murs des localités ou des mechtas passées sous son autorité, la proclamation officielle de son commandement. Elle est adressée aux musulmans et aux Européens – très rares.

Photos Actualités françaises

noncer à coups de fusil

Au mépris des promesses, les bellounistes essaiment. Une section de l'A.N.P.A. en camion, se présente en armes à Bordj-Menaïel, pays natal de Bellounis. On la renvoie fermement à son chef. Celui-ci se met en relation avec Kobus. En revanche, ses relations avec Si Chérif — qui, lui, ne pose aucun problème politique — sont dépourvues de cordialité.

On appelle Parlange!

Bellounis convoque des journalistes : c'est une grave injure aux autorités civiles et militaires!

Personne sur place — le colonel Katz est toujours chargé de l'affaire — ne possède l'autorité suffisante pour faire cesser les coups de canif que les bellounistes multiplient dans le contrat.

Le capitaine Rocolle, prudent, s'il livre bien à Bellounis les véhicules promis, temporise pour délivrer l'armement. Bellounis a-t-il un téléphone direct avec le ministère de la Défense nationale? Paris prescrit la livraison immédiate des armes!...

Le 1er janvier, le général Salan charge son sous-chef opérationnel, le colonel de Massignac, de coordonner sur place les activités de l'A.N.P.A. et des secteurs. Les bellounistes participent à quelques opérations, puis reprennent leurs habitudes politiques et fiscales.

Lacoste demande au général Parlange, vieux spécialiste des affaires nord-africaines, de vérifier si l'expérience doit se poursuivre. Les débordements des bellounistes sont évidents. Parlange préconise la fermeté. Fin avril, il rencontre Bellounis; ce dernier aborde surtout les aspects de la politique algérienne du gouvernement. Il désire se voir confier la direction de tous les mouvements dissidents du F.L.N. nés spontanément ou à l'instigation des 2es bureaux, en Kabylie, dans l'Aurès, à Alger... Il veut rencontrer un ministre, il a d'ailleurs écrit au président Coty et... malgré sa promesse à Messali Hadj, qui désapprouve ses activités militaires. Il est aussi très impressionné par le développement des « bons offices anglo-américains » et les carences gouvernementales. A Tanger, la conférence du Maghreb n'a pas admis le M.N.A. La France se montre prête à lâcher.

Le F.L.N., toujours inquiet, n'est pas resté inactif. En avril 1958, il a nommé commandant de la wilaya 6, Si Haouès, un ancien M.N.A. originaire du Constantinois, dont le ralliement est pourtant récent. Il s'était jusque-là distingué en désarmant les bandes F.L.N. et en assassinant beaucoup de nomades — F.L.N. ou pas, indistinctement. Le C.C.E. comptait beaucoup sur son énergie pour éliminer le mouvement bellouniste.

En réalité, pour Bellounis, le danger viendra surtout de la mintaka 8 de la wilaya 5 (région d'Aflou, djebel Amour, monts des Ksour). Elle est commandée par un chef solide qui refoule l'O.P.A. bellouniste et cherche à noyauter l'A.N.P.A.

Bellounis est très inquiet. Un de ses adjoints, Si Hocine, le pousse à l'intransigeance à l'égard des Français. Un incident avec les forces de l'ordre a lieu à Ksar-el-Hirane.

La presse ayant donné à l'opération « Ollivier » une dimension internationale, il est délicat, pense Lacoste, de l'interrompre brutalement : ce serait l'aveu d'un échec que le F.L.N. exploiterait rapidement.

C'est le 13 mai. A Alger, on a d'autres soucis. Ce sera aussi le jour du dernier contact entre le général Parlange et Bellounis. L'A.N.P.A., comme le F.L.N., est dans l'expectative.

Le 22 mai, dans une lettre adressée à René Coty, Pierre Pflimlin, Guy Mollet et au général de Gaulle, Bellounis tient des propos un peu délirants et... menace de reprendre les armes. Le 25 mai, il refuse de se rendre au nouveau rendez-vous que lui ont proposé Ciosi et le général Parlange.

Le fiasco

Dès lors, des mesures de précaution sont prises contre les bellounistes qui, échappant au « marquage » du 11e « choc », se sont repliés dans la montagne. Des troupes sont mises en place. Dans les premiers jours de juillet, les parachutistes investissent les bandes de l'A.N.P.A. Bellounis est tué, ses hommes se dispersent. Quelques-uns se rallient. D'autres rejoignent le F.L.N. D'autres, enfin, les plus nombreux, sous les ordres de Si Meftah, un adjoint de Bellounis, louvoieront jusqu'à l'indépendance.

Quel jugement porter sur l'opération « Ollivier »?

Il est bien évident que lui avoir laissé — mais comment s'y opposer? — prendre une allure politique, c'était soumettre l'expérience aux aléas de la politique française à l'égard de l'Algérie. Du jour où — le 14 février 1958 — la France avait accepté le principe d'une intervention étrangère dans l'affaire algérienne — les bons offices anglo-américains —, sa détermination à conserver l'Algérie à la France n'était plus évidente. Lacoste ne parlera-t-il ▶



Si Haouès, ▶ lieutenant de Bellounis, passé au F.L.N. en juillet 1957 avec une partie de ses troupes, 300 hommes environ. Il installe son P.C. à Redeyef, dans la région des oasis Ouled-Djellal, Touggourt, Ghardaïa, Ouargla, autrement dit la région du pétrole. Il sera tué en même temps qu'Amirouche.



Coll. particulière

◀ L'alliance avec Bellounis va sombrer dans la chasse à Bellounis, que les militaires ne contrôlent plus et qui accumule meurtres et méfaits sur son territoire. Il est tué le 14 juillet, près de Bou-Saada, et son cadavre est exposé partout *(photo prise à Djelfa)*.

COMBATTANTS DE SI MILOUD
DES DJEBEL SENALBA ET TEFARA

Bellounis a trahi

BELLOUNIS SUBIRA LE SORT RÉSERVÉ AUX TRAITRES
SI MEFTAH A DÉJA COMPRIS
IL LUTTE CONTRE BELLOUNIS
AUX COTÉS DE LA FRANCE

REJOIGNEZ
VOUS AUSSI RAPIDEMENT
L'ARMÉE FRANÇAISE

ENSEMBLE NOUS INFLIGERONS
A BELLOUNIS
le châtiment qu'il mérite

René Bail

mais l'A.L.N. y perdra aussi sa wilaya 6

pas lui-même de la menace d'un Dien Bien Phu diplomatique? Bellounis avait donc quelques raisons de prendre ses distances.

Les résultats de l'expérience? Laissons parler le F.L.N.

« Le 25 mars 1959, écrit dans son calepin le secrétaire d'Amirouche, tué le 28 mars en wilaya 6, en même temps que son commandant de wilaya, Si Haouès ne veut pas se rendre à la réunion interwilayas car il prétend avoir beaucoup à faire dans la sienne. Les *moudjahidin*, dit-il, sont fatigués, mal armés et pensent qu'ils sont abandonnés par l'extérieur. Comme la majorité du peuple, ils n'ont pas compris pourquoi Ferhat Abbas n'a pas répondu à l'appel de De Gaulle. Si Haouès voit partout des signes défavorables, il a le pressentiment que l'intérieur va s'écrouler. » A l'adresse d'Amirouche, Si Haouès précise : « Si tu n'avais pas eu recours à une opération sanglante et exécuté tant de traîtres, nombreux seraient ceux qui se seraient rendus à l'ennemi; moi-même, j'ai eu recours à ces méthodes pour éliminer les traîtres envoyés par Meftah *(l'adjoint de Bellounis, qui avait pourtant repris le maquis dès juillet 1958)*.

» Malgré la disparition de Bellounis, poursuit Haouès, l'importance des messalistes est encore grande et la dissidence zianiste persiste. Si des renforts me sont donnés, je nettoierai la wilaya dans les moindres délais. »

Un autre témoignage, datant de fin 1959 : celui d'un agent introduit dans la mintaka 8 de la wilaya 5, celle où, pourtant, la contre-offensive F.L.N. avait été la plus efficace : « A l'est d'Aflou, l'O.P.A. du Front a disparu. Tous ses membres ont été exécutés par les messalistes. La population ne veut plus de nous. Abdelghami *(c'est le commandant de la mintaka)* a exécuté beaucoup de messalistes pour remettre en place nos partisans. Mais les messalistes reviennent et recommencent. »

Une lutte inexpiable — dont les autorités locales, civiles et militaires, ne se sont pas toujours très bien rendu compte — se poursuivra longtemps entre frontistes et messalistes, jusqu'au cessez-le-feu pour le moins.

Après sa mort, Si Haouès sera remplacé par Taïeb Djoghlali, que ses commandants de zone exécuteront avec 70 de ses hommes sous prétexte de trahison. Ali Ben Messaoud, qui avait pris sa place, arrêté fin décembre 1959 sur l'ordre de Si Salah — commandant la wilaya 4 — sera exécuté à son tour.

Les séquelles

Rien n'ira plus dans la wilaya 6. Les ralliés messalistes paraîtront si suspects au F.L.N. que celui-ci exigera de chaque candidat au ralliement, comme gage de sa bonne foi, « d'indiquer les noms et adresses de tous les membres du M.N.A. qu'il pouvait connaître, de tuer de sa main un responsable M.N.A., d'apporter avec lui toutes ses affaires : armes et documents »!

Le C.M.P.M.A., Comité messaliste politico-militaire d'Algérie, dans une circulaire adressée à ses éléments armés, les mettra en garde contre toute collusion avec le F.L.N.

Les bellounistes qui se rallieront au F.L.N. seront les victimes tout indiquées des purges qui ébranleront, fin 1960, les éléments rebelles évoluant sur les hauts plateaux. Ainsi, près d'Aflou, on découvrira un charnier de 200 cadavres d'anciens messalistes, fraîchement exécutés.

En fin de compte, le G.P.R.A. prendra la décision de supprimer la wilaya 6 et de répartir son territoire entre les wilayas voisines, qui le convoitaient d'ailleurs depuis déjà bien longtemps. **H**

Général JACQUIN (C.R.)

Et pendant ce temps, le ▶ tourisme continue... A deux pas de l'« affaire Bellounis », il y a des hôtels idylliques, des piscines entourées de verdure et de parasols. Dans les djebels, on compte les charniers... et on tente de réparer les dégâts. L'A.N.P.A. a vécu...

M. Téboul





Photos R. Vautier/Dalmas/Tallandier

Des musulmanes montèrent dans les djebels. On leur confia des tâches auxiliaires, la plupart du temps. Institutrices, qui enseignaient l'arabe aux *djounoud,* infirmières, assistantes sociales dans les douars voisins. Quelques-unes également prirent les armes.

AVEC LES JEUNES "MOUDJAHIDAT"

femmes au maquis ? un problème délicat pour les moudjahidin



P. Reynaud

Le conflit algérien bouleversa les structures de la société musulmane. Beaucoup de femmes y saisirent l'occasion de se libérer des vieilles coutumes. Claustration, voile, soumission...

Silhouettes anonymes accroupies dans leurs voiles. Visages dissimulés, dans lesquels deux yeux, seuls, s'ouvraient sur les autres. Ils ne s'en privaient pas. Les femmes étaient des observatrices inouïes.



Reveillère

Jusqu'au 13 mai 1958, l'émancipation des femmes musulmanes marquait le pas. Depuis, elle a galopé. Sur les chemins des maquis et aussi d'une scolarisation accélérée au long des huit années de la guerre...

Les articles et même les livres publiés en France sur la guerre d'Algérie évoquent tous les femmes des « réseaux terroristes » du F.L.N. Dans son ouvrage *la Vraie Bataille d'Alger*, le général Massu cite ainsi Djamila Bouhired, Djamila Bouazza, Zohra Drif et quelques autres, dont il reconnaît qu'elles furent toutes « ardentes, assoiffées d'action, audacieuses et remarquablement adaptables ». Mais il faudrait ajouter que ces jeunes filles, ces étudiantes, avaient pris pour modèles leurs sœurs françaises de la Résistance.

En réalité, au début de notre lutte pour l'indépendance, nous n'avions songé à aucun moment à faire participer directement les femmes à une guerre dont nous connaissions les risques et les difficultés. Tout au plus envisagions-nous d'en utiliser quelques-unes comme agents de liaison ou pour transporter des armes légères à l'intérieur des villes. D'une part, leur condition de femmes devait les mettre à l'abri des fouilles méthodiques. D'autre part, il nous semblait que nos adversaires, connaissant bien les mœurs algériennes, n'imagineraient jamais que nous pussions confier une mission quelconque à une femme.

Or, sans même avoir été sollicitées par nos émissaires, les femmes vinrent en grand nombre demander à combattre à nos côtés. Elles étaient originaires principalement des grandes villes et appartenaient à tous les milieux, y compris les familles riches collaborant avec l'administration française. Après un temps d'épreuve, elles furent admises dans nos organisations urbaines où elles rendirent d'inappréciables services. Mais, bien entendu, les activités de certaines ne pouvaient échapper à la police française et dès lors aucune d'elles n'avait à espérer un traitement différent de celui qui était réservé aux hommes.

Nous n'étions pas enthousiastes

La répression qui s'abattit sur nos réseaux à partir de 1957 allait avoir des conséquences inattendues. En effet, les femmes et les jeunes filles fichées comme « rebelles » et recherchées par les services de police, la sécurité militaire et les S.A.S. ne purent se soustraire à une prévisible arrestation qu'en cherchant refuge au maquis.

L'arrivée de femmes dans les maquis nous prenait au dépourvu. Nous n'avions pas envisagé de les incorporer. Leur présence posait des problèmes extrêmement complexes qui méritaient réflexion. Pendant des jours ce fut un de nos grands sujets de discussion. Mais chacun admettait l'impossibilité de renvoyer des militantes en danger qui venaient de donner les preuves de leur courage et de leur résolution...

Les coutumes héritées des occupations arabe et turque étaient bien enracinées. Malgré cent trente années de présence française la situation de la femme dans la société algérienne n'avait que peu changé. D'ailleurs, l'administration ne cherchait nullement à modifier un statut traditionnel qui, au fond, lui était favorable. La claustration des femmes et le port du voile marquaient en réalité leur exclusion de la vie politique, économique et sociale. Seuls les hommes avaient un pouvoir de décision et il était inconcevable que les femmes pussent faire preuve d'initiative et participer activement aux affaires publiques.

Toutefois, à Alger et dans les grandes villes, les jeunes filles secouaient le joug d'une tradition anachronique. Elles fréquentaient les lycées et les facultés, discutaient librement avec les étudiants, participaient aux activités sportives, et dans la vie quotidienne, semblaient aussi émancipées que les jeunes filles européennes. Mais bien souvent ce n'était là qu'apparences... La société ne leur reconnaissait pas pour autant les libertés qu'elles s'octroyaient !

Pour les hommes des maquis, la question des femmes devait être abordée sous un autre angle. Jusque-là, la meilleure garantie de notre succès avait été la discipline qui avait pu s'instaurer et qu'acceptaient tous les *moudjahidin*. Nous étions condamnés à la chasteté et ce sacrifice était consenti non sans difficulté. Pour les coupables de viol ou d'adultère dans les douars qui nous accordaient l'hospitalité, la sanction était la mort. Je dois dire qu'ils ont été rarissimes. Or des présences féminines constantes n'allaient-elles pas tout remettre en cause, anéantir nos efforts ? Ne pouvait-on redouter des explosions de jalousie, des rivalités et même des tragédies au sein des groupes de combattants ?

A supposer que ce problème délicat fût écarté, nos soldats sauraient-ils les considérer comme des égales ? Nombre des nôtres tenaient encore à la tradition qui ne reconnaît pas l'égalité des sexes. Enfin comment ces nouvelles recrues allaient-elles s'adapter à notre genre de vie qui deviendrait le leur, aux marches de jour et de nuit, aux privations, aux combats ? Beaucoup d'entre elles venaient de la ville. Parviendraient-elles à renoncer à leurs habitudes de citadines ?



Derobert

Et même auraient-elles la résistance physique nécessaire ?

Toutes ces questions posées demeuraient évidemment sans réponse. Mais il fallait se rendre à l'évidence. Elles étaient là et nous avions reçu l'ordre de les incorporer...

Nos réticences ne se justifiaient pas

Il avait été prescrit que les *moudjahidat* ne bénéficieraient d'aucun privilège ou traitement de faveur, qu'elles seraient soumises à la discipline commune et auraient le statut des combattants de l'A.L.N. Restait à résoudre le problème des affectations.

Tout naturellement la plupart d'entre elles furent désignées pour servir dans les infirmeries ou hôpitaux de campagne où elles pouvaient être le plus utiles. Nous aurions ainsi la possibilité de muter dans le service armé les infirmiers qui jusque-là se consacraient aux blessés. En outre, ces femmes et ces jeunes filles avaient souvent une formation de base les préparant à ces tâches.

Dans un premier temps un enseignement médical de circonstance avait été dispensé par Si Lamine, un ancien étudiant en médecine. Puis le docteur Si Mohamed vint le compléter. Ainsi en trois mois de cours intensifs, les élèves infirmières avaient acquis l'essentiel des connaissances qui leur seraient indispensables. Elles étaient surtout préparées à accomplir leur tâche dans les conditions les plus invraisemblables. Très rapidement, elles donnèrent d'ailleurs des preuves de leur ingéniosité dans ces « hôpitaux » du maquis, simples gourbis en branchages recouverts de chaume, sans électricité ni équipement normal de stérilisation. Avec des moyens de fortune et un matériel de petite chirurgie, elles réussirent à extraire balles et éclats et même à faire certaines amputations...

L'adaptation rapide de ces infirmières avait été une surprise. Leur dignité et leur dévouement en imposèrent à tous. Pour les blessés, elles sont un soutien moral : en leur présence ils ont l'orgueil de ne pas montrer leur angoisse et de dominer leurs souffrances. Dès lors, les combattants les plus réticents les adoptèrent sans afficher leur complexe de supériorité. Ce changement d'attitude marquait un immense progrès et était une véritable révolution dans notre société. En fait, le comportement des « frères » et des « sœurs » dissipait nos appréhensions. Mais nous savions que des siècles de tradition ne s'effacent pas des esprits en quelques mois...

Tout aussi important fut le rôle politique que nos infirmières de l'A.L.N. assumèrent dans les douars. Avec un égal dévouement elles donnaient leurs soins à la population civile et obtenaient d'emblée la confiance des femmes et des enfants. Par leur exemple et leurs explications, elles étaient d'ailleurs toutes désignées pour convaincre les femmes que la guerre n'était plus seulement l'apanage des hommes et qu'elles devaient apporter leur concours à notre lutte de libération.

Celles qui combattent les armes à la main

Une minorité de femmes de l'A.L.N. ne se contentait cependant pas des tâches « obscures » d'agent de liaison ou d'infirmière et réclamait le droit de participer effectivement aux combats. Certaines imposèrent ce droit par des actions d'éclat et un courage allant jusqu'à la témérité. Leurs noms ont été un peu oubliés, mais Massika, Meryem Bouattoura et Malika Kherchi sont restées dans la mémoire de tous nos combattants.

Massika, issue d'une famille modeste de Corneille, jeune femme d'une grande beauté, avait fait de solides études et ▶



Devinck

Une ravissante adolescente au milieu des soldats. On vient de l'arrêter dans la région de Tiaret, au sud d'Orléansville, où opère la 4e D.I.M. Les grèves scolaires ordonnées par le F.L.N. vidaient les écoles, renforçaient les rangs des maquis ou des cellules terroristes...

le monde se renversa : elles commandaient !

était institutrice dans un petit village. Calme et pondérée, menant une vie tranquille, mais, bien avant la révolution, entièrement acquise déjà au mouvement pour l'indépendance. Quand éclate l'insurrection, elle rejoint nos rangs en 1957 avec des armes récupérées sur le terrain et la petite institutrice se transforme en combattante pleine de fougue et ne cédant jamais au découragement. Elle participe aux accrochages et montre une résistance physique qui surprend les plus aguerris d'entre nous. Mais elle tombera en 1961, touchée par une roquette lors d'une attaque aérienne.

Meryem Bouattoura appartenait à la bourgeoisie de Sétif. Son père tenait un magasin de nouveautés, un de ses oncles représentera le G.P.R.A. dans un pays étranger. Sa famille et son entourage étaient depuis longtemps acquis à la révolution algérienne. Elle avait dix-neuf ans, était étudiante, très sportive, ravissante. Souvent elle présentait les collections de mode et son élégance était remarquée. En somme, un exemple de ces jeunes filles modernes dégagées du carcan des anciennes traditions turques, complètement intégrées dans l'univers culturel occidental, faisant partie des privilégiés bénéficiant d'un niveau de vie assez élevé et échappant largement aux contraintes imposées aux Algériens musulmans.

Pourtant cette jeune fille s'était engagée immédiatement dans l'action clandestine et n'eut de cesse de rallier un maquis. Elle aussi nous rejoignit avec des armes prises à l'adversaire. Son dynamisme, sa bonne humeur et sa spontanéité lui attirèrent très vite l'estime et le respect. Et sa valeur fut reconnue quand elle reçut les galons de sergent-chef. Mais Meryem Bouattoura n'a pas connu l'Algérie indépendante. Envoyée en mission à Constantine auprès de Si Hamlaoui, leur refuge fut encerclé par les forces françaises. Toute une journée ils se défendirent, rejetant les appels à la reddition. Finalement, les assiégeants firent sauter la maison ensevelissant tous les occupants dans les ruines. Elle avait vingt-trois ans.

Elles font reconnaître leurs droits

Les *moudjahidat* avaient montré leur cran dans les combats. Elles partageaient nos joies et nos peines, couraient les mêmes risques que chacun de nous et devaient souvent exécuter des missions délicates. Aussi en 1959, l'état-major de la wilaya décida que les femmes pourraient obtenir des grades militaires, sur un plan d'égalité avec les hommes. Il s'agissait cette fois d'une véritable révolution, car cette décision donnait à des femmes un droit de commandement sur des hommes et, mieux encore, dans le cadre d'activités militaires et guerrières où elles étaient à peine tolérées.

Le choix se porta sur Massika, qui fut nommée caporal, et sur Meryem Bouattoura, qui obtint le grade de sergent. Il était dicté par les services rendus et le sens des responsabilités de ces deux combattantes. Mais aussi leur personnalité et leur niveau d'instruction étaient un peu une assurance que leur nomination serait mieux acceptée par les *djounoud*... Car il fallait maintenant attendre les réactions de la troupe !

Les commentaires allèrent bon train. Certains étaient très aigres. Des femmes donnant des ordres aux guerriers, cela ne s'était jamais vu ! Quelles seraient les conséquences de ce renversement de l'ordre des choses ? Et, bien sûr, elles ne manqueraient pas d'abuser de leur nouvelle autorité pour se venger de la dépendance en laquelle ils les avaient tenues jusqu'alors, etc.

Puis l'émotion s'apaisa. Les ordres donnés par Massika et Meryem furent acceptés et exécutés sans trop de difficulté. Mais celles-ci n'en devaient pas moins user de toute leur psychologie et rester modestes en toute circonstance pour se faire obéir... Pourtant leurs grades étaient bien bas et sans doute auraient-elles mérité beaucoup plus. Mais ces femmes qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la liberté de leur pays sont restées dans la mémoire de tous ceux qui furent leurs compagnons d'armes. Et puis on ne saurait oublier qu'elles ouvrirent par la force des circonstances, la voie à une émancipation de la femme algérienne qui se heurtait à trop d'obstacles comme dans toutes les sociétés musulmanes. H

SI ABDALLAH

Bellot



La clochardisation dans toute son horreur. Un petit enfant sous-alimenté, sur les genoux de sa mère, au pire stade, celui de la résignation. S'il n'y a pas de dispensaire dans le coin, les infirmières du F.L.N. apportent parfois quelques médicaments...

LA PACIFICATION IGNORE LA GUERRE ?



Marguerite Sy

Nombre de femmes musulmanes rallièrent l'armée française. Elles y furent surtout infirmières, soignant en tandem avec leurs camarades de l'Assistance médicale gratuite, les enfants des villages perdus dans le bled. Quand l'armée débouchait dans ces montagnes perdues que pensait le jeune appelé du Berry ou de Nogent ? Le mot de pacification, ce mot clé, que recouvrait-il pour lui ? D'abord, il découvrait qu'entre « ces gens-là » et lui, il n'y avait rien de commun. Puis, à vivre jour après jour au milieu d'eux, il se laissait porter, parfois, par les élans du cœur. Il arrivait que la pacification ne fût pas la guerre. Et qu'il se sentît utile.

Il était une fois, dans une longue vallée perdue, des montagnards qui vivaient (à peu près) heureux, loin de tout. Ils avaient, de génération d'Ahmed en génération d'Ahmed, construit leurs gourbis de pierre sèche près de l'oued et pas trop loin du marabout, pour ne pas encourir la mauvaise humeur d'Allah. Ils se perdaient dans les broussailles, entourés de leurs jardinets et de leurs fragiles clôtures de branchages. Les orangers, les figuiers, voire les oliviers tordaient leurs branches noueuses d'un gourbi à l'autre et pliaient sous le poids des fruits, la saison venue. Des poules picoraient la terre des vergers et les gamins illettrés suivaient les chèvres noires au hasard des cailloux. De temps à autre, les plus fortunés enroulaient le turban propre, enfilaient la djellaba neuve et, par les cols et les oueds, poussaient leurs ânes jusqu'à la ville, très loin, là-bas, au bord de la mer.

Mais un jour, à la Toussaint des chrétiens, trois mois après le grand Aïd, sept bombes éclatèrent dans Alger, sept soldats moururent et ce fut la guerre pour sept ans. La vie disparut de la vallée et rejoignit dans le passé les légendes rituelles et les hadiths du grand Mahomet... Elle s'embellit alors de couleurs idylliques et les montagnards apprirent que cette vie, c'était la paix...

En effet, si cette vallée était trop loin des villes pour qu'on y envoyât des instituteurs, des médecins et des fonctionnaires de l'état civil, elle devenait, de ce fait, un admirable couloir pour les fellaghas entre la plaine du Chélif et la mer. Ils franchissaient le col des figuiers, trouvaient dans la mechta repos, nourriture et relais, puis repartaient pour l'Oranie ▶

et ce n'était pas non plus Clochemerle...



◄ **Nous sommes loin des dictées d'Anatole France sur la rentrée des classes, les feuilles mortes, les blanches épaules des statues et les gibecières au dos. Ici, c'est le bled, fusil au dos...**

Darchy

Et soudain, on oubliait la guerre ! Cela tenait à la qualité du ciel, au silence de la plaine, roussie par l'été, à la compagnie des copains. Chapeau de brousse et lunettes noires. Presque comme des touristes ! ►



◄ **Il n'y avait pas d'élèves plus attentives que les petites filles des douars. Pour elles, l'école était une fête. Comparée au gourbi où vivait leur famille, la salle de classe devenait un palais, où régnait « le maître ».**

par la butte d'El-Limt. Bien que la masse des montagnards fût assez tiède à l'égard de ces activités qu'elle comprenait mal — ils n'avaient jamais vu un Français, à part, peut-être, les deux gardes forestiers installés à 12 kilomètres de là —, il arrivait que l'un d'eux, après avoir offert l'hospitalité, se mît à rendre des services plus concrets ou s'en allât avec eux. Ainsi partit Iaiaoui, solide gaillard de seize ans, au grand désespoir de sa mère.

Pour savoir ce qui se passait dans cet oued, les Français envoyèrent à plusieurs reprises tout un bataillon de soldats casqués, roulant leurs godillots sur les pierres. Epuisement inutile. Les fellaghas ne les avaient pas attendus. Ceux qui restaient avaient eu le temps de se composer une attitude.

Alors, cet isolement qui les mettait à l'écart de la civilisation et — presque — de la guerre leur joua un sale tour et c'est parce qu'ils n'intéressaient pas l'administration avant 1954 qu'ils intéressèrent énormément les militaires jusqu'en 1962.

Quand on arrive à la compagnie, les camions, après un dernier virage, traversent un vaste terre-plein où de grandes lettres de pierre blanche scellées dans le sol disent aux avions le nom du piton qui est devenu celui du douar et celui du poste. Le douar dégringole vers l'oued et s'accroche péniblement à la raideur de la pente. Le poste s'élance vers le sommet et culmine à la tour radio. Au milieu du terre-plein, le drapeau flotte avec une ostentation suspecte : les trois couleurs sont bien plus implicites dans les villages du Beaujolais ou de l'Ile-de-France...

« Rien à tirer de ces gens-là! »

Un certain nombre de soldats de notre compagnie ont, avec le village, des rapports officiels, liés à leur fonction. Ces garçons vivent ici une expérience enrichissante inespérée : beaucoup, sous des dehors de mauvaise humeur, en sont conscients. Combien d'appelés d'Algérie ont acquis le sens des responsabilités, la dimension réelle de leur personnalité, au contact de cette population misérable. Si beaucoup n'y voient qu'un pittoresque susceptible d'épater la famille et les copains, au retour, nombreux sont ceux qui y feront un travail remarquable, voire y mériteront une citation pour efficacité dans leur mission pacificatrice, et qui ne sera pas volée !

Notre caporal-chef secrétaire, par exemple. Il se souvient encore de l'époque où l'on finissait d'élaborer l'état civil des habitants. Travail énorme. Il en est très fier. D'abord, parce qu'en fonctionnaire consciencieux, il y a apporté le plus grand soin. Ensuite, parce que c'est une façon de montrer qu'il est le plus ancien de sa compagnie et que cet exploit administratif appartient à l'époque où le poste était harcelé au fusil mitrailleur en plein jour. Il est un des rares à ne pas parler de « troncs » où de « melons » à propos des villageois ; tout juste s'il les considère comme « un peu emmerdants ». Il se charge, avec son secrétaire, des distributions de farine... Fort rares. Un monument d'organisation, chaque famille, recensée, ayant sa carte propre. Une sainte pagaille. Les femmes du village se bousculent autour du blindé d'où tombe la manne, échangent des coups et, si possible, trichent pour repasser deux fois. « Et pas à discuter avec eux. Si tu discutes, tu es foutu ! » Ils mentent, en effet, avec un aplomb invraisemblable.

L'avis général des copains est qu' « il n'y a rien à tirer de ces gens-là ! » Plus paternaliste, le secrétaire tolère mal ce qu'il appelle leur « manque de tenue »... Et d'évoquer le jour où l'on a distribué de beaux survêtements neufs aux gosses du douar. Il y a même une photo en couleur des gamins uniformément vêtus de bleu avec, au milieu, notre secrétaire et l'instituteur. Il faut voir les survêtements aujourd'hui. Lamentables ! Quelle race ! disent les copains, qui pensent qu'on peut difficilement estimer une population



Viaud

où l'on se lave si peu, où les hommes pissent accroupis, où l'on achète les filles à marier avec des chèvres et des moutons. Des bougnoules, quoi ! L'instituteur chargé de les initier à nos mœurs délicates est un civil qui habite entre le poste et le douar dans une grande baraque américaine en tôle. Sa présence, à mi-chemin des deux communautés, à la limite des barbelés, donc du salut, prometteuse d'enrichissement, est en même temps un gage de paix. Façon de parler ! Il ne voit

Dhenin



◀ **En 127 ans, on s'était rarement occupé d'elles. Avant la « pacification » 75 % des enfants musulmans n'étaient pas scolarisés. Le premier jour, elles ne savaient même pas comment on faisait pour entrer dans ces tables avec leur banc, leur petit encrier, leur casier... Elles ne savaient pas ce qu'était la craie, se demandaient à quoi servait cette planche noire, au mur. En six mois, leurs ancêtres étaient les Gaulois...**

jamais les filles et guère plus d'un gars sur deux. Heureusement ! Ça en fait tout de même soixante. On ne saute pas trois siècles en trois ans.

S'ils fuient l'instituteur, les villageois viennent parfois trouver spontanément le commandant de compagnie. Il s'agit des plus loyalistes et c'est toujours pour une *chikaya*. Qui a dit que les Français étaient les plus grands chicaniers de la terre ? Notre virus s'exporte car nombre de différends doivent être tranchés par le capitaine, qui allie la sagesse de Salomon à un sadisme goguenard. Il est arrivé au moins une fois que l'irruption furieuse d'une femme du regroupement dans le poste provoque une certaine panique. Un des nôtres avait eu, avec la fille de cette mégère voilée, des rapports coupables qui sont considérés comme « crimes contre la pacification », car la fille est invendable et le fiancé déçu peut venir casser sa plus grosse trique sur la tête du beau-père pour réclamer ses moutons. Dans ce cas-là, le copain, s'il est gradé, est cassé et, en toute circonstance, muté dans un sale coin comme éclaireur de tête. En outre, il fait du rab ! Le copain, qui avait payé les faveurs de la belle avec de grosses pièces algériennes de 5 francs, préparait mentalement son paquetage quand il apprit qu'il s'agissait d'un vol de poules...

D'autres querelles sont découvertes inopinément. Alors s'ouvre à nous tout un monde ignoré avec ses mœurs et ses excès. Par exemple, notre infirmier, au cours de sa tournée, découvre une jeune et belle brune, le front en sang, la peau du crâne fendue sur sept centimètres sous le voile. Il remonte la fille au poste et lui place au pifomètre cinq points de suture. Renseignements pris, elle a, en présence d'un ami de son tendre époux, laissé glisser son voile et montré son visage. Le gars parti, enfin seuls ! « Chienne impudente et vile ! » lui a dit à peu près le compagnon de ses jours en lui cassant la tête d'un coup de gourdin.

L'infirmier aussi dit « les troncs », mais, brave type, il les soigne de son mieux. D'abord, quand le capitaine médecin du bataillon monte au poste avec deux filles des E.M.S.I. (1). Ces jours-là, les soldats louchent désespérément sur les laiderons en blouse blanche, tandis qu'on entasse sous un hangar de tôle tout ce que le village compte de catarrheux, de quinteux, de fiévreux aux yeux immenses. Vilaines plaies, vilaines toux, visages gris et maigres. Et on pique, sous les haillons poussiéreux, des hanches osseuses et jaunes ; et on désinfecte au mercryl, sur des crânes ras, des abcès énormes, des entailles noircies de sang sec... C'est ce qu'on appelle les jours d'A.M.G. (2).

Mais mon copain l'infirmier ne se contente pas de ces visites officielles hâtives et rares. Il prend son pistolet dans sa poche, pas mal de risques et un certain nombre d'initiatives dans le douar. Par exemple, il tue les chiens, au grand désespoir des enfants et des vieilles du village. Mais « ça désinfecte ». Il va de

(Suite page 1344)

(1) Equipes médico-sociales d'infirmières, musulmanes la plupart du temps.

(2) Assistance médicale gratuite, comme en métropole, tout bêtement.



Les terres fauves de la vallée du Chélif, le plus long fleuve d'Algérie. Il a 700 kilomètres, prend sa source dans l'Algérois et se jette dans la mer, près de Mostaganem, en Oranie.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 238

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Coll. Godart

En 1958, dans la région de Carnot, l'armée et les infirmières de la Croix-Rouge distribuent des vêtements aux enfants des douars. Le programme d'action sociale, qui s'étend aux territoires les plus déshérités, est désormais étroitement lié à la pacification.

Précisions pour l'Histoire...

... Mais où je ne suis pas d'accord, c'est sur l'article paru dans le n° 24, page 750, « de l'Indo à l'Algérie... », où le général Beaufre semble ignorer qu'au moins un régiment de paras, le 14ᵉ R.C.P. (la 2ᵉ compagnie), a sauté en opération le 8 novembre 1956 dans le Sud algérien...

M. P. H..., 94-Villeneuve-le-Roi

★

... Dans votre numéro d'« Historia Magazine » n° 217, en légende d'une photo publiée en page 741, vous écrivez que les parachutistes n'ont pas fait de sauts opérationnels durant la guerre d'Algérie.

Or je tiens à vous signaler que, le 27 avril 1959, j'ai participé à un saut opérationnel à Sidi-Yacoub, tel qu'il figure sur mon carnet de sauts...

De plusieurs lecteurs



... Je tiens tout d'abord à vous féliciter. En effet, votre publication présente un intérêt exceptionnel dans tous les domaines, photos, documents, présentation, etc. La méthode qui consiste à faire parler les témoins de tout bord semble la seule véritable garantie d'objectivité (déjà éprouvée grâce à la publication de la *Seconde Guerre mondiale*)...

M. J.-M. S..., 06-Cagnes-sur-Mer



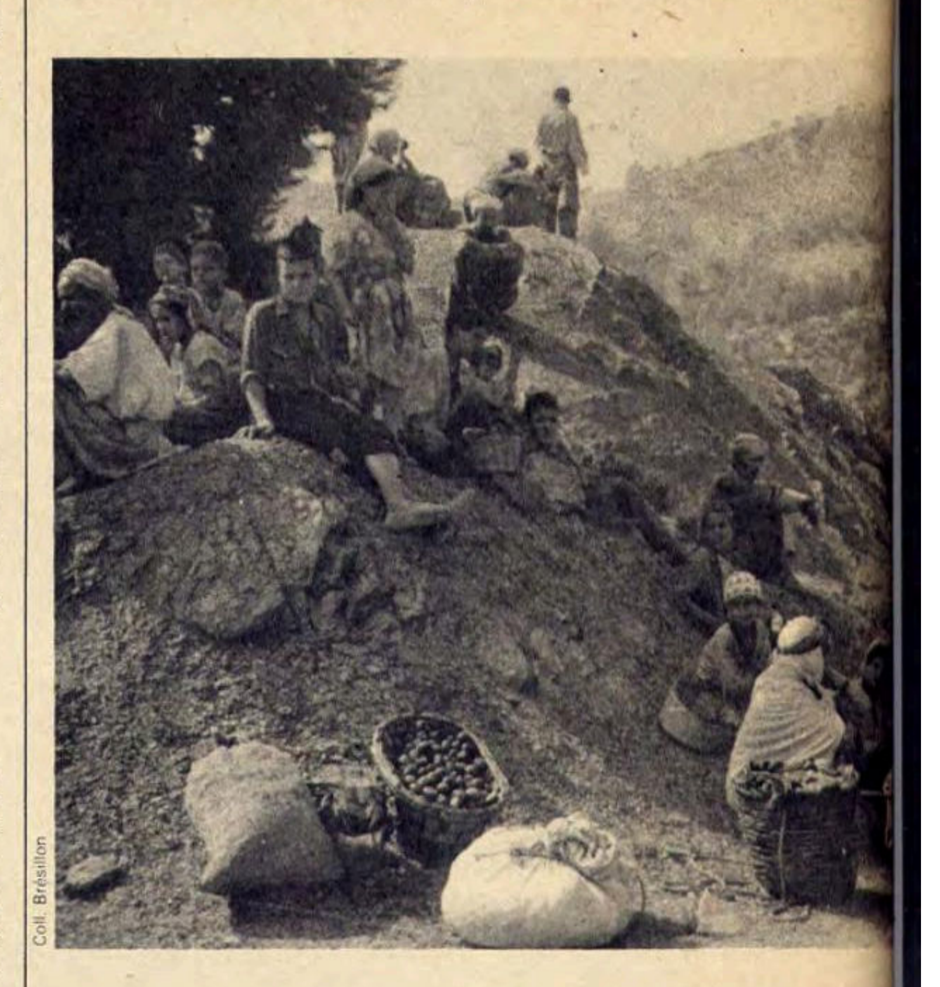
... Quelle est la proportion de harkis relogés dans l'ensemble des départements Var, Alpes-Maritimes et Alpes-de-Haute-Provence? N'y en a-t-il pas encore qui vivent dans des camps?... Et cela ne rappellerait-il pas, si c'était vérifié, le sort et l'évolution des Palestiniens, lassés, à la longue, d'un tel régime?...

M. P. V..., 83-Lorgues

... Mais c'est à cause de votre n° 218 que je proteste aujourd'hui. Page 780, dernier paragraphe de la deuxième colonne, P. Démaret écrit : « Le petit groupe d'hommes *courageux...* » (?), en parlant des contre-terroristes. Dans aucun pays civilisé, on ne considère le terrorisme aveugle comme un effet du courage. Dans une situation de crise, on peut admettre les maquis et la guérilla; on peut admettre l'exécution, par un parti, d'une personne précise et uniquement pour l'empêcher de nuire *s'il n'y a plus d'autre moyen* (ce qui exclut l'exécution des détenus). Mais on ne peut admettre le terrorisme qui atteint des innocents. Le terrorisme, aussi bien du côté F.L.N. que du côté O.A.S., est le fait de têtes brûlées et non pas d'hommes courageux...

Mlle B..., 68-Mulhouse-Bourtzwiller

... Je vous fais parvenir cet agrandissement d'une photo que je détiens et qui est sans doute inédite. Elle a été récupérée en opération sur un blessé, le 10 septembre 1958, dans la région de Bordj-Boni



Coll. Brésillon

et, par conséquent, le groupe représenté devait appartenir à une katiba d'Amirouche...

M. B. G..., 94-L'Haÿ-les-Roses

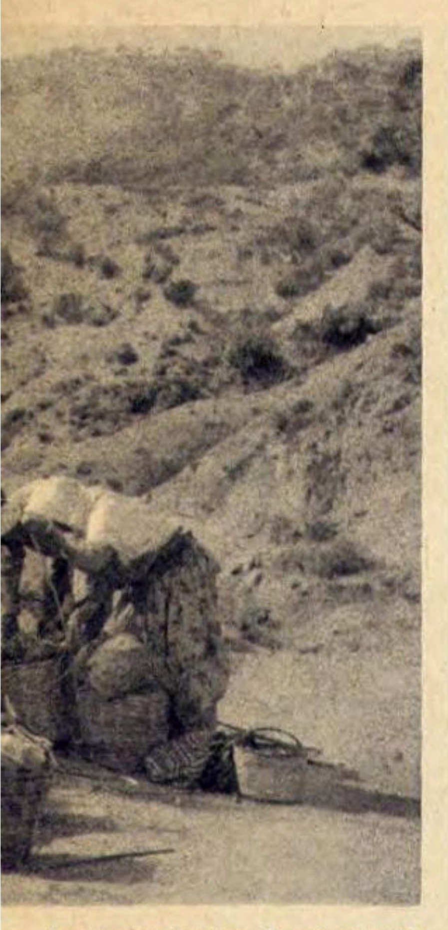
[*N.D.L.R. – Toutes les photos et tous les documents communiqués par nos correspondants seront retournés en fin de publication.*]



... Je prends connaissance avec un certain retard de votre numéro 222, et la lecture de l'article publié aux pages 900 à 903 sur « le Mystère du bazooka » m'oblige à m'élever

avec force contre les allégations de cet article. J'ai été totalement étranger à cette affaire. Les innombrables enquêtes et les débats aux procès l'ont bien établi.

Rapporteur au titre de la



La récolte s'achève. On attend sur le bord de la piste le « convoi » deretour.

commission de l'intérieur du projet de loi sur l'organisation commune des régions sahariennes, je me suis rendu, la deuxième semaine de décembre 1956, à Alger où j'ai vu des personnalités civiles et militaires, des musulmans et des Français d'Algérie. Le dimanche 16, dans l'après-midi, et non « dans la nuit », par un ami commun, j'ai rencontré une seule fois le docteur Kovacs, personnalité algérienne que des centaines de personnes venant de métropole avaient connue et vue. Notre entretien tourna court en raison des opinions qu'il avait sur l'avenir de l'Algérie ou de la métropole.

Ni directement ni indirectement, je n'ai eu, avant et après cette date, de contact avec lui.

Il est faux de dire que je l'ai rencontré de nouveau le 4 janvier 1957, alors que je n'étais plus, à cette date, à Alger.

Il est faux de dire qu'il existait un « Comité des Six » dont la composition et l'action relevaient de l'affabulation et dont l'existence n'a jamais été démontrée par tous ceux qui se sont intéressés à cette affaire...

M. P. Arrighi, 75-Paris (9e)

★

... Je suis au regret de vous dire que M. Pierre Herbault, secrétaire adjoint de la S.F.I.O. n'a jamais été ni président ni directeur de la CAPER.

Le président du conseil d'administration de la CAPER (établissement public de l'État) était à cette époque M. Christian Chavanon, actuellement président de l'Agence Havas, le directeur général, nommé en mars 1956, chargé de la réforme agraire en Algérie, était mon père (aujourd'hui décédé), M. André Herbault, ingénieur en chef d'agronomie, qui occupa ce poste jusqu'en 1963.

Je tiens à préciser également que mon père ne connaissait absolument pas M. Guy Mollet et n'a jamais été membre de la S.F.I.O...

Mme C. Herbault

★

1. Attribuer au « contre-terrorisme européen » la responsabilité de la pose des bombes par le F.L.N. ne relève pas de l'Histoire (H.M. G.A. n° 219-26).

C'est oublier les attentats de 1954, 1955, etc., par exemple : la série d'attentats du 20 juin 1956, qui fit 49 tués ou blessés, tous civils, femmes, enfants et hommes !

2. Contrairement à ce qu'affirme M. Finois, Abane Ramdane n'était pas le 13 août à Alger, mais en Kabylie. Il ne peut donc pas avoir donné des ordres à Yacef Saadi.

3. La décision d'intensifier le terrorisme – dans toute l'Algérie et non à Alger seulement – a été prise au « congrès de la Soummam » et non pas pour contrer le « terrorisme européen », mais pour impressionner l'opinion publique à l'approche de la réunion de l'O.N.U. (des centaines de documents ou de déclarations émanant du F.L.N. l'attestent).

Pourquoi le F.L.N. ne s'en est-il pas pris personnellement à ceux qu'il dénonçait ?

Parmi les poseuses de bombes du 30 septembre, il y avait Danièle Minne, pourquoi ne pas la citer ?

Général Jacquin (C.R.)

★

... « H.M. » n° 28 - page 860 : la photo d'en haut représente le lotissement H.L.M. de « Diar-es-Saada » d'Alger.

Celle du bas représente la mairie d'El-Biar et non la poste...

M. D. J..., 28-Dreux



... La Calle ne s'est pas appelée *successivement* mais *indifféremment* Marsa-el-Kharaz (nom donné par les Arabes et non par les Turcs) et Marsa-ed-Djoun ; il n'y avait aucun établissement français sur la côte barbaresque en 1524 ; Tomas Lencio ne s'est installé au Bastion de France et à La Calle que vers 1560 ; l'existence au Bastion fut toujours précaire et difficile ; ce n'est pas le gouverneur Hély, mais le gouverneur Dussault qui décida le transfert du siège principal à La Calle ; l'église reproduite page 907 fut érigée après ▶

La vérité des deux côtés...

1679 ; ce furent uniquement d'honorables pêcheurs, jardiniers et commerçants qui vinrent s'installer à La Calle à partir de 1836...

M. L.-R. B..., 36-Châteauroux

★

... La sépulture du R.P. Charles de Foucauld n'a jamais été sur le plateau d'Asekrem. Elle se trouve à El-Goléa. Sur le plateau d'Asekrem le P. de Foucauld avait un ermitage.

D'autre part, dans la légende de la photo de la page 962, il est dit à tort que Tindouf était en Mauritanie. Tindouf est en réalité une ville saharienne située à l'extrême sud algérien.

Enfin, il s'agit sans aucun doute dans l'esprit de Jean Taousson non pas du colonel Angilras mais bien du colonel Augiéras, ancien chef d'annexe d'El-Goléa...

M. P. M..., 83-Toulon

★

... Je relève une erreur dans la légende de la photo parue à la page 990 de votre numéro 225. Il ne s'agit pas de Batna, mais de Biskra, reine des Ziban, et la rue est la rue des Ouled Naïl, c'est-à-dire rue réservée aux femmes de mauvaise vie. Avant les événements, les touristes se rendaient dans cette rue pour y voir la danse du ventre.

Si je suis aussi affirmative, c'est que je suis née à Biskra et que nous n'habitions pas bien loin...

Mme X...

★

... Dans votre numéro 225, page 984, à la légende qui accompagne la photographie de Massu et de ses colonels, il est fait état de « Godard qui prit la relève de Bob Morel, au plateau des Glières... ».

Or, lors de la mort de Tom (et non Bob) Morel, c'est le commandant Maurice Anjot, du 27e B.C.A., qui prit avec abnégation le commandement du plateau en ces heures difficiles. Il le garda jusqu'à l'anéantissement des forces françaises, anéantissement au cours duquel il trouva une mort glorieuse...

Chef de bataillon A...,
35-Rennes

★

... Il m'est particulièrement agréable de pouvoir, en toute sincérité, vous féliciter pour votre série « Historia » sur la guerre d'Algérie.

L'impartialité dont vous faites preuve à l'égard du plus large éventail d'opinions et la vue d'ensemble que vous donnez de cette période nébuleuse nous en ont déjà facilité la compréhension.

Il aurait été souhaitable pour nous que l'O.R.T.F. se fût inspirée d'un tel esprit de tolérance dans son émission du 23 mai, plutôt que de généraliser un ou deux cas bien particuliers...

Mme E. de C..., 82200 Moissac

★

Nous avions demandé à M. A. M... de nous préciser les noms de cadres militaires sur lesquels il portait de graves accusations. Voici sa réponse :

... C'est avec une très grande satisfaction que j'ai reçu votre réponse à ma lettre du 28-3-72. Sincèrement, je n'y croyais pas.

Il n'en reste pas moins que vous prenez un biais certain pour me répondre.

En effet, comment voulez-vous que je précise les noms de « monstres » qui ont commis et fait commettre des atrocités dans l'identique de « ceux »

Les cigognes de retour sur le minaret du bourg alsacien d'Oued-Aringour.



Coll. J.-R. Morin

d'Oradour-sur-Glane et qui ne seront jamais punis?

Par contre, je peux vous citer le nom du capitaine Bonfils, qui, lui, était un homme de très grande valeur et d'une dignité de grand chef.

C'était un baroudeur très certainement [...] mais un être droit. Par exemple, il déclara un jour, en opération de ratissage : « Si j'en vois un de vous violer une femme kabyle, je le descends sur-le-champ! » Nous l'aimions. Il venait du 8ᵉ cuirassiers à La Valbonne; je ne sais où il est maintenant. J'ai une lettre amicale signée de lui, en date du 18 mars 1958, dont je peux vous fournir la photocopie si vous le désirez...

[N.D.L.R. - *Nous ne pouvons publier que les textes complets signés de leurs auteurs.*]

★

... Le 1ᵉʳ R.C.P. (et non 1ᵉʳ R.P.C., comme vous l'avez imprimé) n'a porté le béret rouge qu'après le 13 mai 1958. Il a fait toute la bataille d'Alger avec le béret bleu.

Quant à son colonel, son nom s'écrit Mayer et non Meyer...

Commandant Ch. P..., 06-Èze-Village

★

... Il est bien évident que je ne vous réclame aucune rémunération en échange, ceci étant uniquement pour vous rendre service et en mémoire d'une époque qui m'a profondément marqué.

Cette période que j'ai vécue avec passion pendant 28 mois en Algérie et après, le souvenir de mes camarades morts pour rien dans une guerre gagnée sur place, mais volontairement perdue à Paris par ceux qui ne la faisaient pas!

Les égorgeurs d'enfants devenus des « interlocuteurs valables » et des « M. le président » respectables... alors que les meilleurs officiers que l'armée française ait comptés à sa tête sont devenus des parias dont la seule récompense de leur valeur fut la prison de la Santé ou les balles françaises du « trou d'enfer »...

Le sort des harkis et musulmans fidèles à la France, après la « victoire sur un plateau » du F.L.N., écartelés avec des camions ou jetés dans des marmites d'eau bouillante après avoir été sodomisés en place publique...

Tout cela est pour moi une plaie douloureuse qui, dix ans après, n'est toujours pas cicatrisée.

Je ne fus pourtant ni pied-noir ni militaire de métier, mais simplement un appelé de la 56ᵉ-1C comme il y en eut des milliers dans les années 1957 et 1958, avant que le contingent ne soit vérolé par les propagandes communiste et gaulliste, si proches à l'époque.

Hélas! on parle toujours beaucoup trop de ceux qui gueulaient la quille et pas assez des autres...

Pour revenir à votre publication, je pense, si vous me permettez cette critique, qu'elle ne comporte pas assez de pages consacrées aux récits des opérations militaires dans le détail...

M. P. T..., 95-Franconville


Coll. Demarez

Patient et dévoué, l'infirmier contribue beaucoup au retour de la confiance.

... Je me permets cette fois de vous faire une petite remarque concernant votre article sur le sport – article écrit par G. et Y. Krief, page 908 – dans lequel il est dit : « En Algérie, on ignorait le rugby. » Je crois qu'il y a une erreur de la part de MM. G. et Y. Krief car, voyez-vous, il y avait une section de rugby dans plusieurs clubs algérois et même un championnat. Je joins, comme preuve, la photo de l'équipe championne d'Algérie 54/55 : le Gallia Sport...

M. M. P..., 31-Toulouse

★

... Dans votre dernier numéro d' « Historia Magazine », un cliché m'a frappé. Il s'agit de celui où l'on peut voir Mme la comtesse du Luart entourée de militaires. Vous précisez alors que cette dame est « maréchal-des-logis d'honneur » du 1ᵉʳ R.E.C.

En réalité, cette dame est « brigadier-chef d'honneur ». Grande est votre faute! Car un magazine comme le vôtre, soucieux d'objectivité, devrait savoir que le grade d'honneur le plus élevé que donne la légion ▶

Opinions...

...est celui de brigadier-chef ou caporal-chef, distinction réservée aux maréchaux, quelquefois aux généraux. Mme la comtesse Stanislas du Luart a fêté son 25e anniversaire de « marrainage » il y a deux ans au théâtre antique d'Orange, où le 1er R.E.C. tient garnison; et je vous prie de me croire lorsque je vous dis que ses filleuls sont « sacrés » et qu'elle ne voudrait pas pour tout l'or du monde être « sous-officier d'honneur »...

M. J. D. G..., 94-Fresnes

... Fidèle lecteur de votre magazine, je désire répondre à M. Si Abdallah pour son propos, page 732 du n° 216, concernant l'interdiction aux Français d'origine musulmane de pratiquer des sports et notamment le judo.

Qu'il me soit permis de faire remarquer que l'interdiction à laquelle il est fait allusion n'était pas généralisée, puisque, en ce qui me concerne, des Français de souche musulmane pratiquaient assidument le judo.

Il a existé d'autres clubs où les Français musulmans ont pu s'adonner à cette discipline.

Il faut cependant faire observer que les arts martiaux n'ont pas beaucoup attiré les musulmans. Les conditions de discipline d'entraînement ne correspondaient pas à leur nature.

Certes, le tempérament fougueux des musulmans pouvait mieux s'exprimer dans certains sports tels que la boxe, le football, notamment; il y a eu également d'authentiques champions cyclistes, d'excellents nageurs et de merveilleux athlètes, Mimoun, par exemple...

M. C. P...,
83-Mairie de Solliès-Pont

★

... C'est ainsi que la lettre adressée au général Massu par une Européenne de 75 ans est citée uniquement dans les lignes où elle demande vengeance, où elle réclame « qu'on les tue » [...], faisant ainsi croire à tous ces bons gogos de la métropole (qui ont approuvé les « beaux et bons accords » d'Évian) que les Européens d'Algérie ne pensaient qu'aux ratonnades et ont bien mérité leur sort.

Il est scandaleux de la part de M. Simon de citer cette réaction exacerbée d'une Européenne sans en expliquer les motifs. La lettre est connue et citée par Massu dans son livre *la Vraie Bataille d'Alger* aux pages 42 et 43. Elle est particulièrement émouvante, cette vieille femme, ayant eu son mari et ses deux fils égorgés et émasculés dans leurs fermes ravagées, une belle-fille éventrée, un autre fils et sa femme blessés à Alger dans l'attentat du Milk-Bar et amputés...

M. A. de L...,
75-Paris (XVIe)

Photo coll. Brésillon

Le marabout de sidi Mohamed Akrour à Solaya attire femmes et enfants.

... Je suis originaire des hauts plateaux du Sersa, de Victor-Hugo exactement. Mon père exploitait une ferme située à neuf kilomètres de ce village. Nous sommes revenus en France fin 1963. Mes grands-parents étant partis pour l'Algérie en 1902, mon père est mort de désespoir et de brimades causées, non par un État algérien indépendant, mais par un gouvernement français...

Nos ouvriers agricoles ne percevaient pas 100 francs par jour, mais 350,00 par mois et un quintal de blé. Je peux vous signaler en passant que c'est le montant de ma première fiche de paye comme manutentionnaire en décembre 1963 à Brive-la-Gaillarde...

M. R. J...,
86-St-Georges-les-Baillargeaux

★

... La classe 56-1 C au 1er escadron du 27e régiment de dragons stationné à Bou-Saada; le 13 juillet 1958, je me trouvait à bord d'un half-track roulant à vive allure vers un lieu d'opération toujours ignoré par les simples hommes de troupe dont je faisais partie.

Nous roulions sur un terrain très plat au milieu des touffes d'alfa, à une vingtaine de kilomètres de Bou-Saada; nous suivions d'autres véhicules appartenant à différents régiments, lorsqu'un membre de notre véhicule signala la présence d'un personnage vêtu d'une djellaba. Ce garçon insista de telle façon que le chef de voiture fit stopper notre véhicule. Cet appelé (originaire de Vanves ou de la porte de Vanves, je me souviens très bien de son nom) descendit du véhicule et se précipita vers cet homme immobile entre deux chameaux (ou dromadaires) et lui lança la question habituelle : « T'es fellagha? » Il n'eut pas de réponse, cet homme très calme lui fit une telle impression qu'il comprit qu'il

n'avait pas affaire à un simple berger accompagnant deux chameaux. Sous la djellaba, cet homme portait une très belle chemise militaire et aux pieds une paire de bottes dont chacune portait une étoile. Cet homme avoua qu'il était Bellounis. Notre officier discuta quelque peu avec lui, puis téléphona au P.C.; Bellounis avait un fusil et quelques cartouches dans un petit sac de toile camouflés à 100 ou 200 m du lieu où il se trouvait. Ce fusil, je crois que c'était un MAS-36 très bien entretenu avec un petit chiffon à l'extrémité du canon pour le protéger de la poussière et du sable. Quelques hommes accompagnèrent Bellounis au P.C.; l'opération se poursuivait et mon témoignage s'arrête là, je ne connais pas la suite...

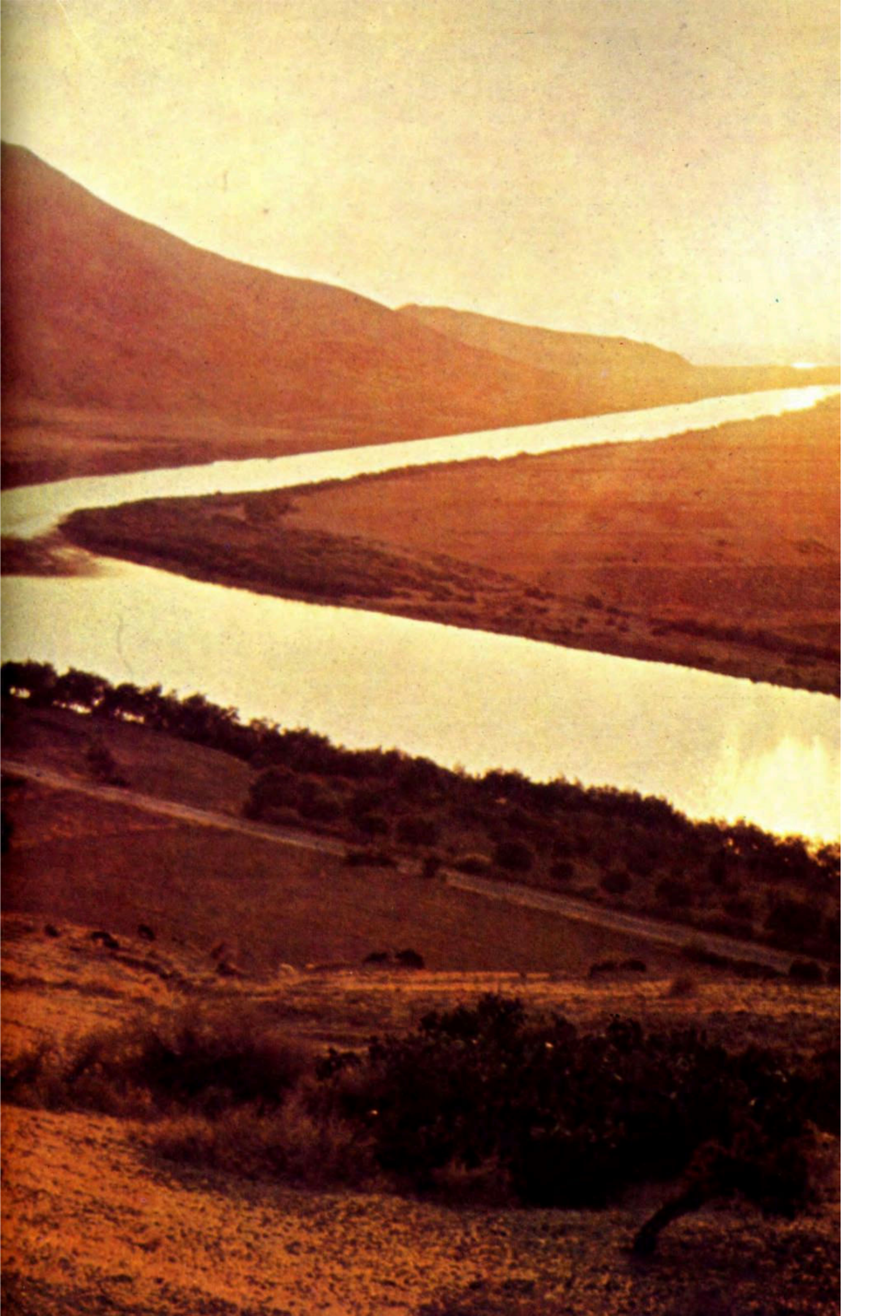
M. B. M...
(à suivre)

■ *A la suite d'un « Témoignage » de M. Lucien Bigata publié dans notre numéro 219, nous avons reçu une lettre de Mlle Joëlle Bigata qui exprime son désaccord sur les points de vue défendus par son père et, mise en cause dans ce témoignage, invoque son droit de réponse.*

Le titre « Aucune torture infligée à des adultes ne rachète le martyre des enfants », j'ose espérer qu'il n'exprime pas vraiment la pensée de mon père. La torture des adultes (sous-entendu algériens) ne rachèterait pas le martyre d'enfants (européens). Faut-il en déduire qu'il fallait faire plus encore que la torture ?
Et alors, qu'auraient dû faire les Algériens pour « racheter » le « martyre » de leurs enfants (victimes eux aussi et dans des proportions tellement plus grandes)?
Quelle différence entre les enfants blessés, tués, par une bombe portée à la main, et les enfants blessés ou tués par une bombe lancée d'un B-52, sinon que l'un est le moyen des pauvres luttant pour leur indépendance contre une puissance matériellement et militairement très supérieure, et l'autre le moyen des riches?
Je comprends, cependant, la douleur d'un père ; qu'il soit européen, arabe ou vietnamien, elle est toujours la même ; mais seize ans après, est-il permis de s'exprimer encore comme il aurait été excusable, mais non juste, de le faire sous le coup de la douleur?
Émouvoir le lecteur par une parole subjective est facile, mais c'est opposé à ce que doit être l'Information. Surtout quand il s'agit d'enfants, le lecteur, ému profondément, accepte aisément tous les arguments : accusations et conclusions. Il n'est plus tout à fait libre de penser. Il peut ne pas voir le caractère falsificateur de l'accusation : le F.L.N. est comparable aux bourreaux nazis.
Voyons ce qu'était la vie des Français venus travailler à Alger. Presque tous y sont venus pour profiter d'un niveau de vie du triple au quintuple de celui qu'ils auraient eu en France. Ils ont donc fait le choix, conscient ou inconscient, de venir dans un pays colonisé pour profiter de la condition de ce pays et en retirer des bénéfices.
A côté de très beaux quartiers occupés par les Français, les quartiers des Arabes, la misère, les taudis. Des enfants qui traînent dans les rues, portant des vêtements en loques, sans chaussures, comme cette enfant qui jouait avec mon frère à travers la grille de notre jardin, car ma famille n'aurait jamais pensé faire pénétrer une enfant arabe dans son domaine, expression moindre des valeurs des colons français qui considéraient l'Arabe comme une bête paresseuse qu'il fallait secouer à coups de schlague.
Pourtant, je me souviens du marché arabe auquel j'allais avec ma mère. Il y avait toujours une pomme de plus dans le kilo pour la gamine, ou, chez le boucher, glissée dans le paquet, une tranche de fois pour le petit qui adorait ça. Pas question de payer, c'était un cadeau !
DONC,
Je dénonce cet article qui me cite et m'intègre involontairement avec tout un courant d'opinions que je ne partage pas, et me présente comme martyre et victime du F.L.N., ce que je refuse, car je suis avant tout victime – et dans mon cas, beaucoup moins que d'autres – de la guerre d'Algérie menée par la France contre le peuple algérien.
Je dénonce cet article qui prend ouvertement position pour Massu et estime la torture des Algériens comme la riposte logique et nécessaire aux agissements du. F.L.N., alors que le F.L.N. et ses actes n'étaient que la juste riposte d'un peuple trop longtemps méprisé et trompé (n'oublions pas que la France avait promis l'indépendance aux Algériens, en remerciement de leur aide pour la guerre de 1940) et défendant une cause juste : la liberté et l'indépendance de son pays, droit que la France a toujours affirmé reconnaître à tous les peuples.
Je dénonce cet article pour l'accusation de bourreaux nazis portée contre le F.L.N. que l'Histoire assimilera plus volontiers aux résistants français qui luttaient pour l'indépendance de la France, contre les nazis, qui, eux, voulaient être les maîtres du monde et conquérir la domination raciale au prix de millions de morts.

Mlle Joëlle Bigata

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351



paix dans la guerre, une drôle de gageure

(Suite de la page 1341)

gourbi en gourbi et, sur la terre battue, entre les murs de boue séchée, sous les toits de branches, il pique sans hésiter, malgré la pénombre, la vieille qui crache, le vieux qui geint sur sa natte. Je l'ai accompagné plusieurs fois. J'ai été surpris de la propreté méticuleuse et de l'ordre qui régnaient dans une telle masure.

Pour l'ordre c'était facile : ils avaient si peu de choses.

Mieux qu'à Valmy !

Pour accoucher, dans ce village, on pend par les poignets la parturiente à la poutre maîtresse de l'habitation — généralement basse — de façon qu'elle repose sur les talons, le bassin à cinquante centimètres du sol. De temps en temps, la matrone se pend à la poutre qui s'avance au-dehors comme un mât de beaupré, et secoue... C'est aussi efficace que l'éternuement au tabac des Indiennes. Notre copain mit un jour au monde dans l'infirmerie du poste une petite fille de six livres. Je lisais la notice, lui explorait et préparait la délivrance. L'enfant née, le père averti — et déçu, les musulmans n'aiment pas les filles —, nous échangeâmes une poignée de main gluante pendant que le chien du poste détalait, le placenta dans la gueule, absolument ivre de l'énormité de l'aubaine...

Tout ça, c'est de l'amateurisme, de la bonne volonté individuelle dans un combat d'une autre ampleur, placé dans un autre registre. Le regroupement n'est pas seulement là pour provoquer et susciter l'altruisme, naturel ou non, de certains et l'agacement xénophobe des autres. Il joue un rôle militaire et politique.

Darcny

Que certains se prennent pour Schweitzer ou le P. de Foucauld, soit ! Mais le travail du fourrier, par exemple, est plus en rapport avec l'essentiel.

Rassemblement de l'autodéfense devant notre fourrier ; soixante hommes, dont certains sont des patriarches, godillots énormes, racornis, privés de lacets — deux paires pour trois hommes, pourcentage supérieur à celui de Valmy —, capotes sans boutons, vareuses sombres d'aspect militaire — S.N.C.F., R.A.T.P. —, moitié lebels, moitié fusils de chasse dont certains n'ont pas de percuteurs. Phalange héroïque s'il en fut. De qui se moque-t-on ? Alors qu'on sélectionne les harkis au moment de leur engagement, on arme, ici, tout le monde. Notre copain a un gros travail et il le prend au sérieux. D'abord, empêcher que ces munitions, livrées à elles-mêmes, ne passent aux fellaghas, et ce, par des contrôles périodiques et inopinés. Il n'est pas inutile non plus de vérifier les fusils et leur état,

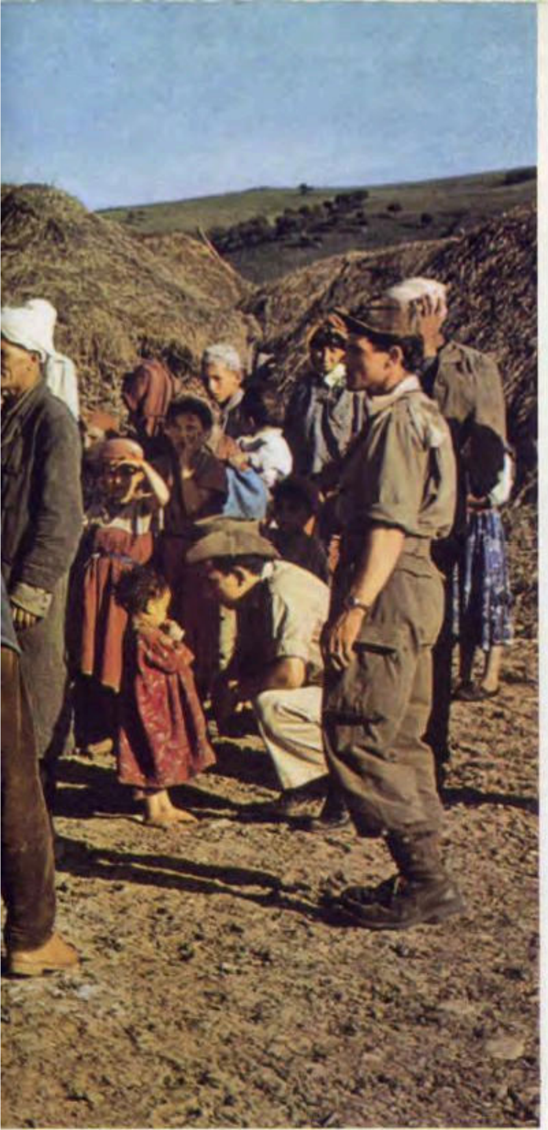
Durand



◀ **Une Française, *roumia* tombée du ciel dans le douar, avec le Théâtre aux armées. Un mythe pour les gosses, dont certains n'ont encore jamais vu de *roumia*... avec un foulard autour du cou, non sur la tête !**

Deux commandos ▶ de l'air et un harki. Lui, il porte le béret vert. Tout le monde accourt, même les gamines avec le petit dernier. Ces soldats-là ont des tenues dont le bariolage bizarre est un sujet d'étonnement.





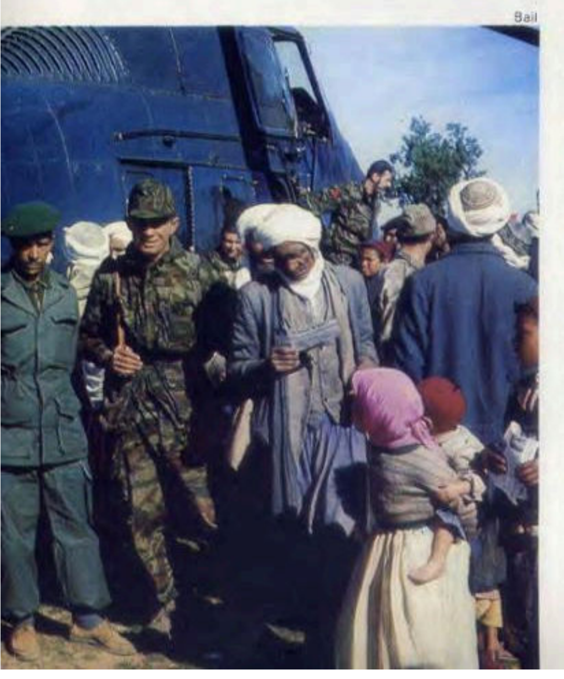
◄Un douar, autour du poste. Le dégel, c'est quand, la confiance revenue, les gens du douar répondent aux regards de ceux du poste, quand les mains se tendent, quand l'intérêt s'éveille. Bref, quand la guerre s'éloigne.

en organisant des tirs. La présence même de l'homme dans le village n'est pas évidente et le petit garde-mites ne se laisse pas impressionner, lève le poing, brandit des menaces décisives devant des excuses trop oiseuses. Il a encore raison. Nous aurons des surprises.

Exemple n° 1. Coup de feu dans le village vers minuit. Le lendemain, rassemblement d'urgence de tous les G.A.D. Le sergent est furieux d'avance. « Qui a tiré ? — C'est Cherfi. — Sur quoi ? — Sur rien. Coup de sécurité ! — Tu ne peux donc pas vider ton fusil, espèce de..., etc. » Vérification générale de toutes les cartouchières. Une bonne quinzaine d'hommes ont leur dotation incomplète. « Perdue, sarjan ! — Tu te fous de moi ? Je vais te faire retirer ton fusil ! Espèce de... (voir plus haut). — Moi, j'ai tiré à l'opération. — Tu as les étuis vides ? — Tu sais, à l'opération, pas facile... » Vas-y voir ! Car nous les emmenons en opération. Ils font merveille en ratissage : vêtements multicolores, indiscipline, dialogues à haute voix, éparpillement. En bouclage, c'est une catastrophe car les règles de la discrétion et du camouflage leur sont aussi inconnues que le code de la route.

Exemple n° 2 : un accrochage sérieux met aux prises une de nos sections avec une forte bande rebelle. Les autres sections convergent vers le point chaud accompagnées des G.A.D. Le combat s'étend comme un feu d'herbes. Les G.A.D., cul par terre, fusil dressé, tirent aux pigeons. Miracle ! Une de leurs balles tue un rebelle par le plus grand des hasards balistiques. Il y avait une citation à la clé et le capitaine y tenait pour « mouiller » autant que possible l'autodéfense. On n'a jamais trouvé l'homme à décorer, et comme ils avaient tous ouvert le feu...

Bail



La petite Zora !

Nos rapports avec le regroupement se limitent à peu près à cela. Les maçons de métier, les menuisiers, vont les aider à monter de nouvelles habitations. Chaque soir, les gosses viennent chercher des restes aux cuisines dans de grandes boîtes de conserve de cinq kilos. La plus délicieuse de ces gamines, Zora, est partie pour la France dans tous les appareils photo de la compagnie. Ça s'arrête là !

Pour les autres gars du piton, une interdiction tacite pèse sur le regroupement. On peut le regretter, tant sur le plan humain que sur le plan politique. Mais en premier lieu, ça évite les affaires de mœurs, ensuite ça s'inspire de l'espionnite rituelle. Et l'espionnite, ici, quelle épidémie ! On a peur des bavards. C'est un aveu et ça ne correspond pas à grand-chose, huit de nos harkis ayant leur famille dans ce regroupement. Mais *a priori* le douar nous inquiète ; même ceux qui n'ont pas lu *l'Iliade* y voient un cheval de Troie plausible et le regardent avec les yeux de Cassandre. Est-ce vraisemblable ?

Deux séries de faits nous agacent chaque nuit : les aboiements et les coups de lampe. Les chiens gueulent inexplicablement et les plus pessimistes échafaudent les hypothèses les plus déprimantes : visite des « fells » malgré la présence des G.A.D., préparation d'un coup de main contre la compagnie, etc. Ils gueulent aussi quand une section sort, après avoir pris bien des précautions pour démarrer en silence, et leurs aboiements, amplifiés par les ténèbres et les échos de l'oued, s'en vont à l'infini. Enfin, quand il se passe quelque chose à la compagnie, des coups de lampe furtifs partent d'entre les gourbis et il arrive que la montagne réponde. On se fait peut-être du cinéma au dire des têtes froides, mais qui dit que ce n'est pas un avertissement à ceux que nous allons chercher, ou l'embuscade qui s'amorce sur le parcours de la section ? Et qui les renseigne ? Des harkis peut-être quand ils vont en permission ou quand ils s'amusent à crier de longues phrases face à l'oued. Que disent-ils ? Des obscénités ?

Marguerite Sy

La fontaine, point de ralliement. On puise l'eau dans des cruches faites au village et décorées par les femmes.

Pourquoi pas ? De toute façon nous ignorons leur langue.

Nous sommes pour eux la contrainte. La transplantation d'abord. Les belles maisons de pierre, éparpillées à leur guise, les arbres fruitiers, l'eau de l'oued, c'est fini. Gourbis de boue, ici, enserrés dans un espace aussi étroit que possible pour être plus facile à surveiller, clos de barbelés. L'eau et les orangers sont restés en bas. On fait queue, outre sur le dos, devant l'eau de captage et on ▶

ainsi vivait, en Algérie, sous les barbelés de la 1re compagnie, une ville

L'ouvroir de la S.A.S. Les femmes des villages voisins ▶ s'y bousculent. On leur apprend à tricoter, à soigner les gosses, à coudre. Et les *roumias* rient toujours...

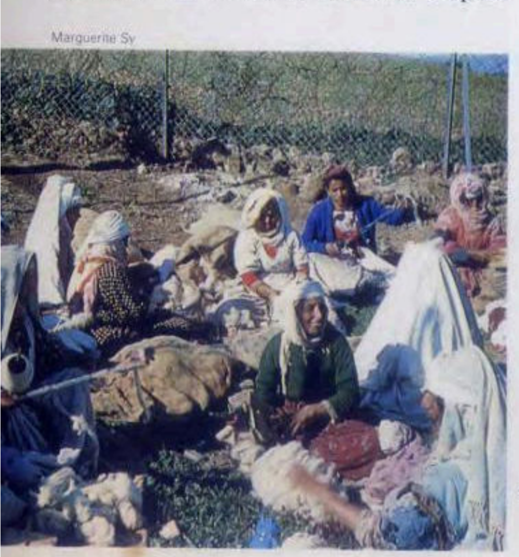


M. Peschier

fabrique de la farine de gland — la plus infecte nourriture que j'aie eu l'occasion d'absorber. Les troupeaux ne vont plus au gré de leur fantaisie : on leur permet un versant de piton au-dessus du douar. Ailleurs, zone interdite. Si ça dépasse, le F.M. de la tour ouvre sans sommation tandis qu'une patrouille démarre au grand trot. A 20 ou 21 heures — j'ai oublié, c'est si loin — couvre-feu. Si les troupeaux ne redescendent pas assez vite vers le douar, il arrive qu'un obus de 81 bien pointé leur inspire l'élan décisif... Pour descendre en ville, ils disposent du camion Renault du chef G.A.D., mais le passage doit se faire à la suite d'un de nos convois. Enfin, ils peuvent redescendre à leurs arbres une fois par an au début de l'été. Ce jour-là, les enfants découvrent, autrement que dans les récits des vieux, cette vallée heureuse où ils sont nés mais qu'ils n'ont pas connue.

Un spectacle à ne pas manquer. Dans la nuit, deux sections descendent au fond de l'oued pour les protéger et pour les empêcher de s'écarter. Au matin, un départ de mortier marque l'ouverture de la zone interdite pour douze heures. Et c'est le marathon. Vieux, femmes, enfants, mulets, brèles, tout le monde démarre au galop sur la piste des camions et se bouscule avec frénésie. D'instant en instant, des groupes entiers, chassés vers l'extérieur, perdent l'équilibre et partent dans le vide par grappes au milieu des cris de terreur, femmes affolées, gosses hurlant de peur, mulets éperdus... Les camions de la compagnie font la navette. Il n'y a pas place pour tous, bien qu'on remplisse la caisse à péter les ridelles, et des bagarres impitoyables éclatent, que nous n'entreprenons pas d'arbitrer. La sélection naturelle s'opère rigoureusement et nous transportons des individus de plus en plus faibles, pour terminer par les vieux débiles, les femmes enceintes et les gosses les moins dégourdis. Arrivés face à El-Limt, ils plongent dans l'oued et disparaissent. Pour nous, une protection assez pépère (mais est-on sûr de quelque chose, ici ? Un de nos harkis est mort en héros l'an dernier en protection de récolte) et du pittoresque à plein kodak. Pour eux, la vie...

Marguerite Sy



◀ Tout est prétexte à sortir des gourbis, pour les femmes des douars. Donc, tous les travaux en commun sont des fêtes. Ici, il s'agit de carder la laine des toisons.

Mais ce douar-là...

La mélancolie peut-être si ce sentiment typiquement occidental existe dans l'âme musulmane. Ils retrouvent leurs gourbis défoncés, mangés par la broussaille, les pierres disjointes, les toitures envolées au souffle des obus de nos mortiers qui les ont rasées aux trois quarts. Par-ci, par-là dans le djebel, il reste de petits groupes de maisons en ruine, portes béantes pour toujours, murs crevés, jardins redevenus sauvages... Des villages morts. Il nous arrive d'y passer la nuit, tassés contre un pan de mur, en bouclage, quand la bise est trop froide. L'essentiel est que les fellaghas ne puissent plus s'y réfugier.

C'est près d'un de ces groupes d'habitations que les anciens ont découvert un tout petit gosse seul. Tout seul, il y a quelques mois, dans l'oued vide. Une femme du village l'a adopté et sa gamelle est toujours la plus remplie quand il vient aux cuisines. Abdallah, au petit bonheur — et au grand malheur —, tu dois te dire que, si ce n'est pas la guerre, c'est bien imité.

En fin d'après-midi, ils remontent lentement, écrasés sous des sacs démesurés qui leur cassent l'échine. Tout le monde s'y est mis, les gosses et les vieux, les femmes enceintes et les éclopés du matin. Ils se hissent laborieusement dans les G.M.C., eux et leurs récoltes, et même les *chikayas* font long feu sous l'effet de la fatigue. Nous commençons les navettes. Dans une heure, au coup de mortier, la zone interdite sera refermée pour un an.

Voilà ce que nous leur avons apporté : les antibiotiques et l'administration, l'inconfort et la crise de conscience. Alors, si la pacification n'est pas la guerre, au nom de quoi avons-nous ainsi bouleversé leurs vies ?

La pacification au jour le jour c'était donc un tout petit peu moins idyllique que sur les belles affiches. C'était souvent plus misérable, plus hypocrite, voire plus sanglant. Car si, en France, on considère la guerre d'Algérie comme une petite guerre — et encore —, elle fut pour les Arabes une guerre totale ! Attention ! j'ai le respect sacro-saint de la nuance et de la complexité des choses en matière d'hommes. Je sais que ce regroupement et sa fourberie mettaient en rage

de regroupement parmi d'autres

nos copains partisans de l'Algérie française. Quand on leur demandait, goguenard : « Alors, et tes cent ans de civilisation française, où ils sont ? », ils étaient embarrassés. Répondre que ces bougnoules-là étaient des barbares ne suffisait pas à leur argumentation. Ils laissaient ça aux petits racistes bornés qui admettent mal que la terre entière ne vive pas à la mode du Berry ou de Clignancourt.

Mais ce douar était notre mauvaise conscience à tous. Et les gens de gauche se demandaient pourquoi il restait si loyaliste, d'un loyalisme tout passif il est vrai. Ils se demandaient pourquoi — heureusement — le village ne se révoltait pas massivement contre nos brimades, individuelles ou organiques.

Séance de puériculture ▶ dans la palmeraie. Qu'en sortira-t-il? Elles viennent là comme au cinéma. Assises dans l'herbe, elles regardent plus qu'elles n'écoutent. Et parfois elles piquent des fous rires.

Marguerite Sy



◀ Psychologie et bonbons à la menthe ! On sert aux gens des arguments et des slogans. Ceux-là sont des gosses. On en a fait l'image classique de l'action psychologique en Algérie. A la vérité, dans ce cadre il n'y avait pas que des bonbons ! Le F.L.N. en savait quelque chose.

Marguerite Sy

La main tendue...

Enfin, ils se demandaient ce qu'allaient devenir nos villageois après notre départ (vous savez, en 1961, on ne se faisait plus d'illusions). Ils s'épouvantaient des problèmes qu'allait poser leur misère au jeune gouvernement algérien. Et peu à peu, ces copains-là entrevoyaient — à contrecœur — la nécessité d'un colonialisme essentiellement pacificateur. Rester, quoi ! Alors que les nationalistes désespéraient. Pas facile à vivre, cette Algérie en guerre !

Moi aussi, au milieu du douar, face au drapeau, j'ai senti le souffle colonial et patriotique à la Lyautey. La civilisation en marche, la mission libératrice de la France. Je buvais le thé à la menthe avec un ami harki. J'étais sans arme. On pouvait rêver une vraie paix, une vraie égalité, la main tendue... A la hiérarchie coloniale, à l'indépendance aventureuse, on pouvait préférer une harmonie entièrement fondée sur des théories humanitaires. Rêverie ! La guerre et l'Histoire aiment les solutions tranchées. Et pour nous montrer la voie, il y eut les faits.

Il arriva parmi les appelés arabes de la compagnie deux militants actifs de la rébellion. Chaque soir, quand les sous-officiers tapaient le tarot, quand les Européens pompaient des canettes, dans les chambrées obscures des Arabes, grasses d'odeurs rances, les deux partisans enflammaient leurs copains. Patiemment, en bons militants qu'ils étaient, ils ébranlèrent toute la harka, puis ils s'attaquèrent au douar. Les Européens continuaient à vivre dans leur univers : convois, opérations, patrouilles, courrier, bière et cafard...

Leur plan était ambitieux et remarquable de précision. Il s'agissait de s'emparer, pendant un convoi, de la tour radio et du magasin d'armes, d'anéantir, au retour des véhicules, l'équipage de la jeep et les chauffeurs des camions, puis de filer dans le djebel avec les armes, les munitions et l'autodéfense après une Saint-Barthélemy des Européens. Tout était prêt. Le hasard voulut qu'un vieux harki racontât toute l'affaire au capitaine, la veille du coup. Un vieux fidèle...

Un après-midi, après une nuit d'approche patiente et une matinée d'escarmouches, il fallut remonter au regroupement y chercher des ânes pour le transport des fellaghas blessés ou morts. Je me souviens encore des visages atterrés des habitants, penchés vers l'oued où on tiraillait depuis le matin. Ils n'avaient pas d'âne, paraît-il. Il fallut les prendre de force et descendre au galop au fond du ravin.

Il y avait aussi la ▶ distribution de blé, dont il arrivait qu'une partie passât au F.L.N. Pour les besoins de la cause. De gré ou de force. Il fallait bien que l'intendance suivît. Depuis l'aube, les douars se mettaient en route pour atteindre les postes militaires, où la manne les attendait. Le blé, pour les musulmans, c'est le lendemain assuré, la galette, le couscous, les gosses nourris.



Marguerite Sy

Arrivés au douar, nous avions compris. Ce jeune fellagha blessé dans le dos par des éclats de grenade, c'était Iaiaoui, enfant du douar, qui revenait ainsi chez lui en piteux équipage. Depuis plusieurs années il servait d'agent de liaison et avait relié plusieurs fois les deux frontières...

La mégère voilée, la mère de Zora, la mère adoptive d'Abdallah, c'était la mère du jeune rebelle...

Ainsi vivait, sous les barbelés de la 1[re] compagnie, un village de regroupement parmi tant d'autres. H

J.-P. BRÉSILLON

M'hamed Yazid, qui va mener de main de maître la diplomatie du F.L.N. avec une rondeur méditerranéenne et un sens tout oriental du jeu des influences. Marié à une Américaine, il vivait à New York comme chez lui, et les couloirs des Nations unies furent pour lui les allées de la réussite. Il y fut remarquablement efficace.
▼



United Nations



M. Riboud/Magnum



YAZID, AMBASSADEUR D

Après l'indépendance algérienne, un capitaine de la wilaya 4 me confia : « Il y a eu des moments de la guerre où M'hamed Yazid seul, avec ses communiqués, ses conférences de presse et son action diplomatique, avait plus d'importance que tous nos maquis !... »

Après une brève collaboration avec Aït Ahmed et Abdelkader Chanderli, M'hamed Yazid devint le représentant du F.L.N. à l'O.N.U. (sans que, bien entendu, son titre eût été officiellement reconnu).

Après avoir représenté le Front à la conférence des pays non alignés de Bandoeng et obtenu le succès que l'on sait, il débarqua à New York avec tout juste la somme nécessaire à l'achat d'un smoking (qu'Abane Ramdane lui reprochera plus tard) et quelques notions de la langue anglaise acquises jadis au collège de Blida.

Le F.L.N. venait de décider qu'après la recherche de l'armement l'objectif n° 1 serait l'internationalisation du problème algérien.

Accueilli par les ambassadeurs des pays arabes accrédités aux Etats-Unis et les délégués permanents à l'O.N.U., Yazid fit du palais de Manhattan son quartier général, le centre de toute sa propagande. Parvenu très vite à s'exprimer parfaitement en anglais (avec un accent typiquement new-yorkais) il se répandit dans les couloirs, les bureaux, les réceptions. Il ouvrit le bureau de la délégation du F.L.N. à New York, 150, Est 56e rue.

A l'affût de toutes les occasions de faire entendre la voix algérienne, il multiplia les interviews et les conférences pour la presse écrite, parlée ou télévisée. Un jour, il défia Jacques Soustelle — qui se récusa — pour un débat télévisé « au finish ».

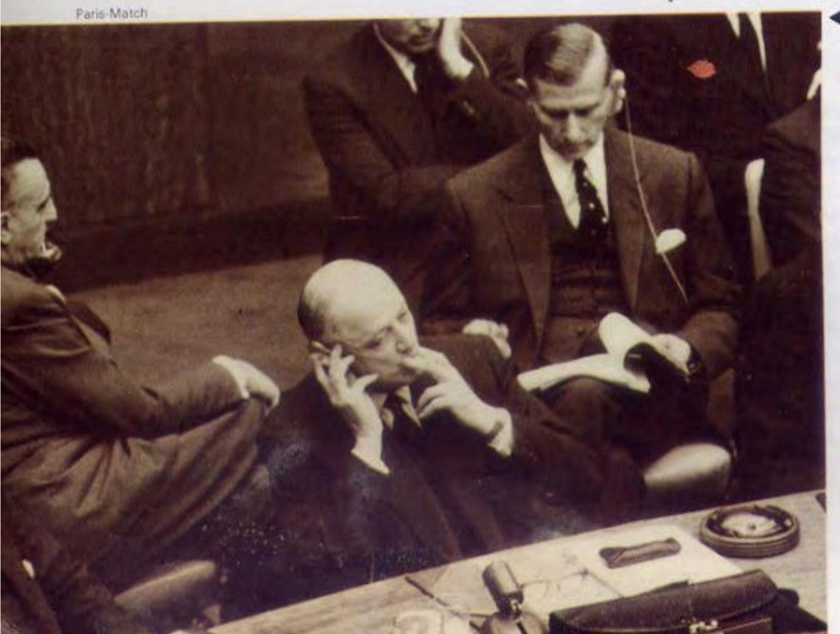
Sans jamais *mentir,* Yazid n'avait pas son égal pour présenter les arguments du Front de la façon la plus persuasive, la plus rassurante, la plus séduisante et la plus logique. Interviewé, en 1957, par une chaîne américaine de télévision, il se vit poser la question suivante :

— Monsieur Yazid, on dit que le F.L.N. est communiste et que les pays de l'Est lui fournissent beaucoup d'armes. Est-ce vrai ?

— Nous sommes loin d'être communistes, répondit Yazid, mais quand on fait la guerre, il faut des armes. Nous préférons les armes occidentales. Si je trouvais quelqu'un qui pût nous en procurer, je ne vois pas pourquoi je les refuserais.

C'était tout bonnement un appel d'offres ! Dans la soirée et la nuit qui suivirent l'émission, des trafiquants internationaux prirent contact avec Yazid. Quelques jours plus tard, des marchés furent signés, et le F.L.N. prit livraison de stocks d'armes entreposés à Monrovia, Tanger... et Hong Kong ! C'était ça aussi, la diplomatie de Yazid.

Paris-Match



◀ Christian Pineau, qui dirige la délégation française aux Nations unies sous le ministère Bourgès-Maunoury, à l'heure où l'Amérique et l'Occident appuyaient (encore) la France face au tiers monde, dont chaque pays atteignant son indépendance et venant siéger à l'O.N.U. représentait une voix de plus contre la France, alors la bête noire du tiers monde.



Henrigris

Aux Nations unies, Yazid a naturellement le soutien des pays socialistes et des pays arabes. Mais il bénéficie aussi des sympathies plus ou moins affirmées du tiers monde, moins concerné par l'affaire algérienne. Y compris de pays asiatiques qui, telle la Thaïlande, suivent une politique prudente, alignée sur celle de l'Occident. ▼



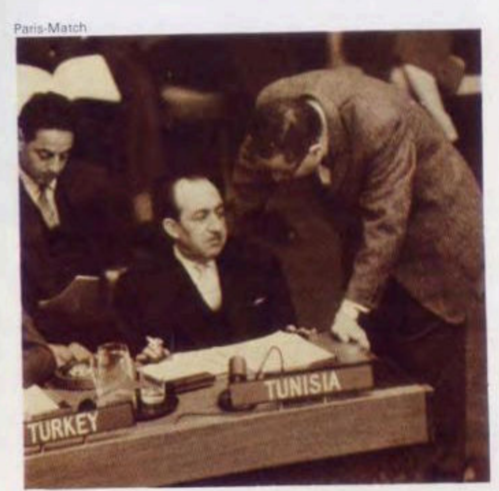
Paris-Match

E LA RÉVOLUTION

Paris-Match



Paris-Match



Paris-Match



Usant des droits que lui confère son passeport syrien, Yazid siège à la commission politique des Nations unies. Il est le Maître-Jacques de la délégation syrienne : on le consulte, il conseille et inspire les interventions, compte les points et tire les marrons du feu. On dit que le strapontin qu'il occupe à l'O.N.U. vaut trois sièges.

Après le bombardement du village frontalier tunisien Sakiet-Sidi-Youssef, le 8 février 1958, par des avions français, Yazid crut tenir une excellente occasion de faire condamner la France par le Conseil de sécurité de l'O.N.U. N'y avait-il pas, là aussi, la possibilité d'appuyer Bourguiba afin qu'il réglât le contentieux de la présence militaire française en Tunisie ?

Le gouvernement français se décida à prendre au sérieux cet ambassadeur d'un genre nouveau, ce « représentant » non accrédité qui faisait si grand bruit à New York. Qui était même parvenu à se faire recevoir par un certain sénateur démocrate américain du nom de John F. Kennedy, dont une déclaration, en juin 1957, condamnait la politique française en Algérie (1)...

Faisant écho à Yazid, le C.C.E. pressa Bourguiba d'exiger le retrait des forces françaises de son territoire : « La guerre d'Algérie menace la sécurité de la Tunisie ! Le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef en est la première preuve. » Mais Bourguiba n'était pas Nasser... Le « Combattant suprême » devait temporiser... jusqu'à l'affaire de Bizerte, en juillet 1961.

Certes, Yazid obtint à l'O.N.U. des « victoires » de toute sorte, comme l'inscription du problème algérien à l'ordre du jour, mais, en fait, les résolutions qui en sortirent demeurèrent d'aimables « recommandations » appelant à la « cessation » des hostilités, ainsi qu'à « l'entente et une juste solution du conflit ».

Si la quasi-totalité des pays arabes ne firent jamais défection dans le soutien diplomatique au F.L.N., en revanche, les autres formes d'aide restèrent minimes. Bien souvent, des parlements arabes votaient des crédits que le F.L.N. ne percevait jamais. Aux yeux de ce dernier, c'étaient surtout le Maroc et la Tunisie qui auraient dû consentir les plus importants sacrifices pour la cause algérienne, car, soulignait-il, c'était grâce à sa lutte qu'ils avaient pu accéder à l'indépen- ▶

(1) Il fit davantage en déposant une résolution demandant l'intervention du gouvernement américain en faveur de l'indépendance algérienne.

Yazid fait dénoncer "avec indignation" les essais nucléaires

dance après des « guerres » relativement brèves.

Devant la mollesse des pays arabes, Yazid ne tarda pas à approfondir les contacts avec le bloc soviétique, tout en s'évertuant toujours à maintenir une subtile balance politique entre le marxisme et l'islam.

En octobre 1958, M'hamed Yazid annonça à New York une décision qui allait inquiéter et indigner le gouvernement français : « Nous n'excluons pas la possibilité de faire appel à des volontaires armés. Et cet enrôlement ne se limitera pas nécessairement au monde arabe. »

Bart Glinn/Magnum

◀ Hong Kong, le port d'Aberdeen. Des milliers de jonques, de sampans, des immeubles et des hôtels de grand luxe. Et un monde étrange de trafiquants et d'aventuriers de toute nationalité qui traitent des affaires de drogue et d'armes avec les acheteurs du monde entier. Le matériel de guerre le plus moderne comme les « surplus » de la seconde guerre mondiale sont vendus sur catalogue, livrés par des compagnies spécialisées, à n'importe quel mouvement révolutionnaire pourvu qu'il paie *cash*.

Le délégué français à l'O.N.U. passa à la contre-attaque. Non seulement il dénia toute compétence à l'Assemblée dans « une affaire intérieure française », mais encore toute représentativité au F.L.N., « qui ne représentait que lui-même, c'est-à-dire peu de chose ».

Yazid, qui ne pouvait répliquer à la tribune, fit imprimer et diffuser à tous les délégués une note où l'on pouvait lire : « Il y a deux éléments sur lesquels nous ne transigerons jamais, c'est notre représentativité et l'exclusivité de cette représentativité. » En permanence, le F.L.N. désamorçait les velléités d'une « table ronde » qui aurait réuni le M.N.A. de Messali Hadj, les élus d'Algérie et (pourquoi pas ?) le parti communiste algérien.



Paris-Match

◀ *De gauche à droite,* Yazid, Boumendjel, Ahmed Francis et Ben Yahia. Ils sont les représentants de la révolution algérienne dans les couloirs et les coulisses de l'O.N.U. et dans certaines sphères new-yorkaises. Ils sont un profil de la lutte. Si l'Algérie accéda à son indépendance, elle le leur doit pour l'essentiel.

En dépit du départ de la délégation française, l'Assemblée maintint à son ordre du jour la question algérienne. La résolution reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance et recommandant des négociations entre les deux parties intéressées en vue d'aboutir à une solution en conformité avec la charte recueillit 35 voix en sa faveur, 18 contre, et 28 abstentions, dont celle des Etats-Unis. La majorité des deux tiers n'étant pas atteinte, la résolution fut donc repoussée.

Le F.L.N. considéra cependant ce vote comme une demi-victoire et entama des offensives diplomatiques dans toutes les directions afin de renforcer son audience internationale. Ben Tobbal se rendit en Suède, Ferhat Abbas et Toufik El-Madani au Caire, Mezhoudi et Abbas Turqui au congrès économique des pays afro-asiatiques, Mehri à Casablanca, Ben Khedda en Chine. Depuis New York, Yazid orchestrait tous ces voyages. Pour lui, il fallait obtenir suffisamment d'aide directe de l'Est pour obtenir à l'O.N.U. la bienveillance de l'Ouest.

Au Quai d'Orsay, on ne sous-estimait plus les dangers de la propagande F.L.N. et ceux de la prolongation de la guerre. On craignait une dégradation des rapports de la France avec tous les pays sous-développés à commencer par ceux de la Communauté, qui se sentaient de plus en plus obligés de voter contre la France. Pourtant, le gouvernement ne semblait pas pressé d'en finir : « Le destin de l'Algérie dépend d'une œuvre de longue haleine. » On en était encore à la stratégie de « la paix d'abord », car, affirmait-on, « la France suivait un plan net et ferme, et, tout en s'efforçant d'aboutir au plus tôt à la pacification, elle travaillait à la transformation où l'Algérie trouverait sa nouvelle personnalité ».

Cette « nouvelle personnalité », sans rassurer les dirigeants du F.L.N. ni surtout sans les faire désarmer, inquiéta les pieds-noirs... dont les plus décidés préparèrent la future O.A.S...

L'occasion de faire le point

Le F.L.N. rabâchait sa prétention à l'indépendance. Ses adversaires s'accrochaient à l'Algérie française. Entre ces deux positions, aussi nettes que tranchées, les déclarations officielles françaises jetaient du flou : « On ne peut préjuger ce que sera le statut politique de demain en Algérie. Ceux qui le font n'expriment que leurs désirs. Il faut être plus modeste. Il faut vouloir opérer la transformation humaine de l'Algérie avec la France. »

Avec la France... Une coopération d'Etat à Etat ? Une province française jouissant d'un statut particulier ? C'était suffisamment sibyllin pour mécontenter tout le monde. Et « mécontenter » est un euphémisme !

Tandis qu'il y avait des remous dans l'armée française et dans tous les milieux politiques d'Alger et de Paris, la confé-



Jean

L'hôtel de New York, dans la 50e rue, où descendait la délégation du F.L.N., qui ne siégeait pas à l'O.N.U. mais s'activait dans les couloirs.

Monrovia, la capitale ▶ du Liberia, où se tint une conférence panafricaine qui permit à Yazid de faire encore ses preuves. Siégeaient : l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, la Libye, le Maroc, le Soudan et La Tunisie. Pour la première fois le F.L.N. y était convié « à part entière ». La France y fut condamnée, pour l'Algérie et la bombe atomique. La révolution algérienne reconnue.



Fievet/Afrique-Photo

rence panafricaine de Monrovia, capitale du Liberia, apporta à M'hamed Yazid l'occasion de faire le point de la situation et de renforcer encore les thèses du F.L.N.

A cette conférence siégeaient neuf pays indépendants africains : l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, la Libye, le Maroc, le Soudan et la Tunisie. C'était la première fois qu'une délégation (F.L.N.) était admise « à part entière » et que le drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant flottait à côté de celui des autres pays invités.

Les résolutions adoptées marquèrent un net durcissement des amis du F.L.N. En effet, la conférence condamna la France tant pour son action générale en Algérie que pour ses essais nucléaires au Sahara ; elle l'engagea, en outre, à reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance, à mettre un terme aux hostilités, à retirer ses troupes d'Algérie et à entamer des négociations avec le gouvernement provisoire de la République algérienne.

« Rien que ça ? » commentera un diplomate français.

Pourtant, ne sera-ce pas ainsi que sera trouvée la solution finale du conflit, même si l'ordre de certains facteurs devait être inversé ?

Sur les essais nucléaires, Yazid fit dénoncer « vigoureusement et avec une profonde indignation » toute décision que le gouvernement français, ou quelque gouvernement que ce fût, pourrait prendre de procéder à des expériences nucléaires au Sahara ou dans toute autre région de l'Afrique.

Grâce à ces deux motions, le F.L.N. prépara activement la session suivante de l'O.N.U.

Dans la foulée, la nouvelle diplomatie F.L.N. assista à la conférence de la Ligue arabe, à Casablanca. Tout comme celle de Monrovia, elle se proposait de prouver au monde la solidarité arabe avant le nouveau débat à l'O.N.U. Hormis la Tunisie et l'Irak, tous les pays arabes étaient représentés.

« Le vent de l'Histoire »

Sous l'impulsion des délégués du F.L.N., la commission politique décida de :

1) Dénoncer devant les Nations unies la situation grave dans les centres de regroupement et les camps de concentration, ainsi que les méthodes d'interrogatoire qui ont recours à la torture, et demander l'envoi immédiat d'une commission d'enquête internationale en Algérie afin de prendre des mesures décisives pour mettre fin aux actes d'extermination de la population d'Algérie ;

2) Faire entreprendre par les Etats arabes des démarches collectives et individuelles auprès des puissances de l'O.T.A.N. en leur demandant de mettre fin à l'utilisation des armes et des troupes de l'Organisation atlantique contre le peuple algérien ;

3) Effectuer des démarches diplomatiques pressantes auprès des pays asiatiques, africains et autres, en vue d'obtenir la reconnaissance du G.P.R.A. ;

4) Faire verser par les Etats arabes membres de la Ligue, avant la fin de l'année, le reliquat de leur contribution au budget de l'Algérie.

De retour à New York, Yazid put constater que la situation ne cessait de se développer en faveur du F.L.N. en dépit des tentatives de Moulay Merbah (l'homme de Messali) de faire reconnaître le M.N.A. fantôme.

De Monrovia à Casablanca, de Bandoeng à Accra et à Tanger, toutes ces rencontres de « petits pays » avaient des répercussions de plus en plus grandes.

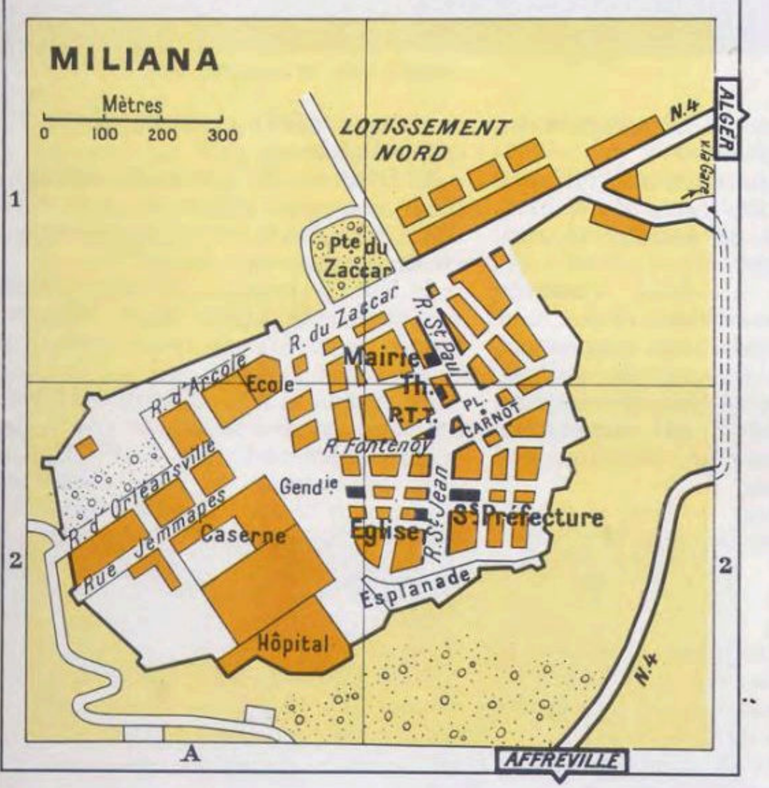
Le conflit était réellement internationalisé. Il n'y avait pas et il n'y eut jamais de « casques bleus » en Algérie (des dirigeants F.L.N. y avaient songé), les résolutions de l'O.N.U. défavorables à la France étaient autant d'appuis moraux à la rébellion algérienne, le temps travaillait pour le F.L.N. Paradoxalement, il aura fallu que cette « diplomatie » d'un type nouveau sensibilise et émeuve le monde entier pour qu'à leur tour les Français s'intéressent aux péripéties d'une guerre qu'il fallait bien finir par appeler par son nom.

Le coup de maître du F.L.N., en dehors du fait qu'il dût tout de même être « dans le vent de l'Histoire », c'est d'avoir développé sa diplomatie à un moment où ses maquis commençaient d'être asphyxiés. Et puis, si tant est qu'un homme pût, sinon changer le cours des événements, du moins les accélérer, c'est aussi et surtout d'avoir trouvé un diable d'homme imaginatif et forcené : M'hamed Yazid. H

Jacques SIMON



Miliana, « perle du Zaccar », comme l'appelaient les Arabes, et aussi les pieds-noirs. Une petite ville fortifiée et, dans un paysage du Dauphiné, chaque jour, dans les rues, le marché persan. Ruisselante d'eau, enneigée en hiver, ravissante.





Toi, Miliana, ancienne capitale des rois numides, devenue ville de colons après le ralliement d'un fils du dey, comme tu savais te dérober au visiteur arrivant de la plaine proche ou du lointain Alger ! Du train ou de la route, le djebel Zaccar imposait sa masse gris-bleu, tantôt de flanc et tantôt de profil, couronné de blanc l'hiver, quand les gelées craquaient sous la chaussure en montant de la plaine...

Soudain, l'eau courait partout, ruisselant des flancs de la montagne, débordant des remparts arabes vers les riches jardins de Zougala, au pied des vieilles portes cloutées. Et franchi le seuil de la vieille cité romaine, on ne voyait plus que les énormes platanes bordant la rue Saint-Paul.

Comme je les revois, ces platanes, qui font une ombre fraîche même au cœur de l'été ! Comme je l'entends, cette eau courante des caniveaux tout au long de l'avenue ! Et comme je le retrouve, le minaret haut et grêle, à la blancheur mangée par le lierre, avec son œil rond et insolite, placé là pour égrener les

Le Zaccar domine ▶ Miliana, toujours présent. Au-delà du Zaccar, c'est la descente vers la mer, vers des plages comme Cherchell ou Tipasa. A Miliana, le ciel, l'hiver, était d'un bleu glacé, sur des platanes frileux. Et, sur les bas-côtés des avenues, les marchands grelottant devant leurs étalages attendaient le client.





Bessaguet

MILIANA RETROUVÉE...

heures de la petite sous-préfecture mais qui avait donné son nom à la grand-place !

La place de l'Horloge, au débouché de la rue Saint-Paul. Fierté des retraités qui avaient le temps d'étudier chaque matin, le couffin à provisions à la main, la prospérité des petits commerces israélites jalonnant leur parcours ! On flânait dans le quartier des échoppes et, tout de suite, c'était l'esplanade bordée de remparts dominant la boucle du Chélif, d'où l'on apercevait, loin vers le sud, l'Ouarsenis, ce fier « Œil du monde », battant de 500 mètres notre ténébreux Zaccar.

On avait donné un surnom à l'esplanade. On y avait vu tant de marchandages, entendu tant de palabres ! Elle était devenue « la pointe des blagueurs ». De là, le regard embrassait la plaine qui brûlait en été. Mais à les toucher, juste en dessous du parapet, de verdoyants jardins rafraîchissaient l'œil de leurs « seguias », qui chantaient à tour de rôle, obéissant au planning précis des maraîchers espagnols, maltais ou berbères de Zougala-Miliana.

Le printemps à Miliana ! Ce sont d'abord les amandiers qui fleurissent, et puis les cerisiers, les néfliers, les abricotiers, les poiriers, les plaqueminiers. Et les grenadiers, et le jasmin qui embaume, et les seringas... A la saison, je me souviens des pastèques et des melons proposés aux citadins. « A la coupe ! A la coupe ! » criaient Taïeb ou Kaddour en présentant au bout de leur couteau un petit cube savamment découpé dans le fruit pour tenter le chaland. Ailleurs, c'étaient les amandes vertes, les grenades éclatées à force d'être mûres, les figues fraîches — blanches ou noires. « Du miel, du miel ! » disaient d'elles les marchands ambulants. Et les bigarreaux de Miliana ? Magnifiés par la fête des ceri-

la piscine s'appelait "Belles-Sources" et la promenade "Pointe des Blagueurs"

ses, ils attiraient chaque année dans le bourg les agriculteurs et les viticulteurs — colons de Margueritte et de Levacher, de Changarnier, d'Aïn-Sultan et de Vesoul-Benian, d'Affreville et de Hammam-Righa, où d'excentriques gentlemen britanniques avaient coutume de venir « prendre les eaux chaudes » au début de ce siècle !

Et nos figues de Barbarie ! Les petits matins d'été sur les terrasses inondées de lumière, vers lesquelles les enfants se précipitaient à l'appel de Youssef, arrivant avec son âne !

L'âne de Youssef était comme tous les ânes. On le connaissait d'ailleurs suffisamment pour galoper parfois sur son dos. Il fallait connaître le truc : une allumette taillée qu'on lui enfonçait sans ménagement dans l'arrière-train en criant « Bourro ! ». Comme tous les bourricots, notre âne s'élançait à fond de train, au risque de nous rompre les os, dans les vignobles ou les bois de pins d'Alep.

Arabes, roumis, Maures et juifs...

Mais l'âne de Youssef transportait, ces matins-là, le *chouari* — deux immenses couffins maintenus de chaque côté de l'animal par une sangle en alfa. Et dans le *chouari,* des fruits insolites vendus à la douzaine.

Youssef s'asseyait en tailleur, pas pressé. De son couteau, il pelait habilement le fruit du cactus, en évitant les piquants. Déshabillée, la figue apparaissait à son acheteur, petit tonnelet rose et jaune, désarmante de nudité. Il n'y avait qu'à la saisir entre le pouce et l'index. Ah ! la fraîcheur du fruit ! Toute cette eau bue dans le soleil encore frais !

L'été à Miliana, c'était aussi les colonies de vacances en provenance d'Alger. On logeait les enfants — on ne les aurait jamais appelés les « colons » sur cette terre de colonisation ! — dans les dortoirs des écoles primaires supérieures, futurs collèges, ou à l'école normale d'institutrices, avant son transfert à Alger.

L'hiver était assez rude. La neige n'est pas chose rare à Miliana. Parfois, dès le mois de novembre ! Elle est précédée par une brève saison de pluie qui creuse de fantastiques « oueds » dans le djebel. Des orages éclatent dans la montagne. Ils faisaient brûler plus d'un cierge dans les foyers espagnols !

Le marché hebdomadaire du vendredi n'eut jamais l'ampleur de celui d'Affreville, commune créée plus tard sur les bords du Chélif, au bas des premières pentes du Zaccar. La plaine, centre de ralliement des troupeaux, n'envoyait pas ses semi-nomades ni ses bêtes sur les flancs de la montagne. En revanche, tous les douars (une population d'environ dix mille indigènes organisés en tribus, comme les Beni-Zoug-Zoug) y envoyaient leurs hommes, drapés de burnous pour mieux s'isoler de la chaleur. Tôt le matin, ils convergeaient par tous les chemins menant aux remparts, au rythme des bourricots et des mulets. Les *chouaris* ballottaient, lourds de fruits et de légumes, apportant aussi des douars les œufs et les asperges sauvages, les volailles caquetantes, attachées la tête en bas par les pattes et abreuvées de temps à autre pour éviter la « pépie »...

Des négociations serrées entouraient le moindre achat sur le « marché plein vent », séparé par les platanes de la rue Saint-Paul du « marché couvert ». La règle du jeu veut que vendeur et acheteur se donnent chacun l'impression de faire une bonne affaire. Il y avait là quelques habitudes solidement ancrées.

Sur le marché, les bêtes de somme ne faisaient qu'une brève apparition. Une fois débarrassées des encombrants *chouaris,* on les poussait vers le *fondouk*, sorte de patio-abri attenant à la mosquée de sidi Ben Youssef. Dans cette cour des Miracles, ânes et mulets étaient surveillés moyennant une modique redevance en attendant le retour de leur propriétaire.

Dans l'atmosphère lourde du marché, mélange coloré et bruyant de piétinements, de senteurs fortes et épicées, d'éclats de voix que se partageaient toutes les communautés de Miliana, Arabes et roumis, Maures et juifs, les petits marchands ambulants offraient leurs cornets de blis-blis (pois chiches salés et grillés), de jujubes et d'arbouses, tandis que se répandait l'odeur des beignets, des bezlabias en forme de tuyaux d'orgue (remplis de miel du Zaccar) et des macroutes, qui attiraient les mouches.

Au milieu du charivari officiaient les *r'haffafs,* ou coiffeurs en plein air. Le client s'asseyait sur une caissette, déroulait posément son turban ou enlevait sa



Reveillère



Reveillère



Derobert

Le long d'un trottoir, reposant sur de vieux sacs, ▶ des amas de pétales de fleurs. Des roses, du géranium rosat, du jasmin, du seringa qui entreront dans la composition d'essences, de tisanes, de teintures, voire de confitures. Un merveilleux marché en plein vent.

Chapellier

◄ L'artisanat, très oriental, comme l'était restée la ville. Tapis et cuivres. Certaines petites rues n'avaient pas changé depuis des siècles. On y retrouvait les petits métiers.



Miliana : la place ► Carnot, cœur de la cité, au débouché de la rue Saint-Paul. Un ancien minaret a été « orné » d'une horloge et prend l'aspect d'un clocher de village provençal. Quinze mille habitants qui goûtaient la douceur de vivre...

Reynaud

◄ Un mini-forgeron sur la place du marché. Il forge quoi ? Souvent des clous, au sens propre du mot... Sur son enclume miniature, faisant son feu dans un trou creusé dans le sol.

chéchia. Le *r'haffaf* rasait tout avec dextérité, racontant les potins du marché. A côté, un marchand d'étoffes aux vifs coloris faisait son boniment devant quelques Mauresques, mystérieuses derrière leur haïk. Le *r'heieute,* ou tailleur, cousait fébrilement une djellaba à gros points rapides. Un peu plus loin, le marchand de grains prenait tout son temps pour laisser dépasser sa marchandise de ses mesures en bois, équilibrant les grains en cône. Le marchand d'épices disposait ses petits tas sur le sol battu : poivre et piments gris ou rouges, *kemoun* et grain d'anis, cannelle et *fessour.*

Charlatans, amuseurs et joueurs de flûte arrivaient pour se joindre à la foule bigarrée qui leur faisait place. Il y avait les charmeurs de serpents, autour desquels on se rangeait en cercle attentif. Le conteur, qui laissait bouche bée les enfants avec son évocation des luttes de son ancêtre avec la panthère du Zaccar. « Bouche-Mignonne », l'infirme cul-de-jatte, faisait peur à tous les petits Européens de Miliana avec ses grimaces. « J'appelle Bouche-Mignonne ! Tu veux ? » disaient les mères de famille à leurs rejetons pour obtenir le silence.

Dans le dédale des petites rues du quartier juif, on trouvait les vieilles traditions artisanales : tailleurs et savetiers, bourreliers et brodeurs, couturiers actionnant du pied leurs bruyantes machines et cordonniers qui tiraient le fil avec application au-dessus des babouches que les bonnes familles arabes venaient leur commander.

◄ Ce n'est pas toujours simple de soigner ses rages de dents, quand on ne peut plus attendre. Alors il faut bien faire appel à l'arracheur en plein vent et, sans frémir, se livrer à ses soins médiévaux. Mais, étrangement, souvent efficaces. Ni anesthésie ni antibiotiques.

Le thé à la menthe

La boulangerie israélite vendait le pain azyme, la « mouna » espagnole à Pâques et le pain arabe à l'anis. Le boucher proposait sa viande casher aux ménagères de sa religion, tout engoncées dans leurs robes froncées, le visage serré par des bandelettes noires, se communiquant les nouvelles en geignant.

Dans le quartier musulman, groupé autour de la vieille mosquée, les fatmas sortaient, voilées jusqu'aux yeux, le large pantalon dépassant sous le léger voile blanc, faisant claquer leurs sandales et tinter leurs bracelets, évitant de passer trop près de l'entrée noire et fraîche du café maure. Certaines se rendaient aussi aux hammams, ou bains maures, établissements très fréquentés, à la façade plaquée de faïences vives, aux arabesques compliquées.

Il régnait, dans ce quartier marqué par le passage des Romains, après celui des Numides, une atmosphère de prière permanente. Les classes coraniques y étaient sans doute pour beaucoup avec leurs petits élèves au crâne rasé psalmodiant les interminables enseignements du Prophète, sous le bâton toujours prêt à leur flatter l'échine d'un vieux « hadji » à la barbe en pointe. A côté, le café maure paraissait un havre de fraîcheur avec sa terre battue que le gargotier arrosait fréquemment, en puisant l'eau qui courait devant sa porte dans un pichet de grès. Pas pressés de rentrer dans leur douar, les villageois venaient s'y rassembler à l'issue du marché pour déguster sur de minuscules tables, le thé vert à la menthe — trop sucré pour les rafraîchir vraiment — en jouant aux dominos.

Un marabout fanatique : Yakoub

La colonie européenne fréquentait surtout la rue Saint-Paul, qui avait de beaux hôtels et des restaurants. De nombreux militaires circulaient dans la ville et Miliana possédait un important hôpital, modernisé à plusieurs reprises pour répondre aux besoins de toute cette région de colonisation, offerte, dès 1850, aux transportés politiques de Franche-Comté et de Provence, puis, en 1871, aux Lorrains. Une bonne équipe de chirurgiens et de médecins attirait les familles des colons de la plaine.

Des chambres de l'ancien hôtel Adami, en bas à gauche de l'avenue, on observait l'animation de la petite ville. De la grand-place, qui vit tant de prises d'armes, de défilés et de concerts en plein air (la musique de la division préférait jouer dans le jardin public), on apercevait, rassurantes, les fenêtres de la garnison où le général ne refusait pas de paraître dans les grandes occasions, avec sa famille. Le sous-préfet vivait le plus souvent dans la discrétion, laissant les administrateurs des affaires indigènes et leurs « chaouchs » mettre de l'ordre dans les affaires compliquées des tribus. Somme toute, cette région était vraiment très calme. Depuis 1901, date à laquelle un marabout fanatique, Yakoub, avait réussi à soulever les tribus des douars entourant Margueritte, au flanc de la montagne, la garnison n'était plus intervenue directement. La gendarmerie montée suffisait au maintien de l'ordre avec les agents des eaux et forêts, véritables seigneurs chargés de châtier les braconniers ou les bûcherons fraudeurs. La justice — sommaire — était plus ou moins ouvertement confiée aux caïds locaux, sous l'égide de leur bachagha. ►



Novi, un petit port de pêche à l'ouest de Cherchell, où l'on venait le dimanche pour pique-niquer sur la plage.

et derrière le Zaccar, Cherchell ou Tipasa

Les fêtes étaient observées avec d'autant plus de rigueur que l'on se trouvait un peu coincé entre diverses religions. Cela n'empêchait pas d'organiser de nombreuses festivités païennes, de grands bals en plein air sur la place, avec le concours des meilleurs orchestres algérois de variétés. Et en été, on partait pour le dimanche vers Cherchell ou Tipasa, toute la famille entassée dans le camion, sans oublier la batterie de cuisine et le riz pour la paella...

On était habitué chaque matin à l'appel prolongé, nasillard, du muezzin appelant les fidèles à la prière du point du jour, du haut de la mosquée. *Salat el-Fedjer*. Les aubes étaient triomphantes. Les crépuscules — *Salat el-Moghreb* — beaucoup moins gais car la lumière tombait soudain et le soleil disparaissait derrière le djebel Zaccar.

Le marabout sidi Gaston

Les musulmans de Miliana observaient rigoureusement le ramadan. A la nuit tombante, le canon était tiré de la garnison pour marquer la fin du jeûne. C'était aussitôt l'allégresse pour toute la région. Au moment des vendanges, quand le jeûne tombait en août ou septembre, le coup de canon retentissait à l'heure où les derniers chargements de raisins coupés rejoignaient les caves des viticulteurs, grappes et vendangeurs mélangés sur les bâches des camions remplies de jus chaud et sucré. Les ouvriers agricoles se jetaient avec un soupir d'aise sur les raisins écrasés, pour s'y abreuver à même la bâche.

Toute la nuit, nous étions tenus éveillés par les you-you et les tam-tams de fête, rythmant le repas des croyants dans les faubourgs et les douars d'alentour. Aux trois quarts de la nuit, en effet, le musulman de la région fait le repas du *sehour,* pour affronter le point du jour (*fedjer*) et la reprise du jeûne. Celui-ci était mieux supporté pendant la saison d'hiver. Il n'était pas rare, en pleine chaleur, de voir les fidèles travaillant dans les vignobles ou les jardins de Zougala se laver la bouche d'une grande lampée tirée d'une outre en peau de chèvre, mise à rafraîchir sur une branche basse. Ils n'avalaient pas l'eau, la rejetant dans un rictus de dégoût pour bien marquer leur foi, quelques secondes après l'avoir retournée dans leur bouche.

La montagne était présente dans tous les actes de la vie des habitants de Miliana. Le Zaccar était peuplé de chacals et d'hyènes que l'on entendait hurler, certains soirs d'été, jusque dans les faubourgs. De grands feux de broussaille apparaissaient sur les flancs du djebel, accentuant la chaleur. Il n'était pas rare de voir brûler un douar. Dans les grottes, les habitants des villages allaient disputer leur miel aux abeilles. Les mines de fer avaient eu leur heure de prospérité. Interrompue pendant un certain temps, l'exploitation du minerai du Zaccar avait repris, pour ralentir dans les années précédant les événements.

Chaque marabout avait son histoire. Certains portaient le nom de leur constructeur en plus de leur nom saint. Elevé par un maçon franc-comtois, l'un d'eux répondait au qualificatif païen de marabout sidi Gaston ! A chacun des Aïds (1) grands ou petits, c'étaient les processions dans la montagne, les démarches des femmes allant attacher dans les branches des bouts d'étoffe. La fête réunissait plusieurs milliers de nomades d'un jour, qui installaient leurs familles derrière des couvertures bariolées dans la montagne. Près du lieu saint, dans lequel il fallait se déchausser, le caïd de la tribu invitait l'administrateur, quelques colons et leur famille, l'instituteur et le gendarme. On leur apportait le couscous dans d'immenses kess-kess en bois tandis que le méchoui rôtissait sur son lit de braises. Avant le repas, on assistait à la « fantasia » des cavaliers sur leurs petits chevaux gris, tiraillant dans tous les sens au milieu des you-you des femmes.

Je me souviens du dernier Aïd, près du marabout d'Aïn-Sour. C'était peut-être bien en 1950. Après le partage des moutons, dont on arrachait les chairs encore fumantes par lanières, les carcasses furent jetées par les serviteurs du caïd :

« *L'hamdoullah !* Allez-y, appelez les meskines (2). C'est pour eux les carcasses ! »

Ce fut alors la ruée des pauvres hères affamés du douar proche, qui se disputèrent les restes des bêtes.

Était-ce un « aaïn » du sort ?

Dans les années précédant la Toussaint 1954, qui fit peu de bruit dans Miliana, on avait ouvert une nouvelle route entre El-Affroun et Affreville, dans la vallée du Chélif. Moins sinueuse, moins pittoresque que la route en corniche de Miliana, *via* Tizi-Ouchir et Margueritte, la voie directe inquiétait quelque peu les citadins qui, malgré la richesse de leur vignoble, de leur verger et de leur maraîchage, se sentirent soudain délaissés dans leur montagne. Etait-ce un mauvais présage, un *aaïn* du sort ?

Comme un fait exprès, les jeunes Européens — quelle que fût leur confession — avaient une fâcheuse tendance à vouloir quitter la terre pour s'installer à Alger. On prenait de plus en plus ses vacances en métropole, parmi les plus bourgeois des colons d'origine française. Les autres — les « petits Blancs » attachés à leur propriété, née de la colonie — s'étonnaient parfois.

Personne, parmi nous, n'avait senti venir le « vent de l'Aurès »... 

René MOIRAND

(1) Fêtes.
(2) Les pauvres.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1958

FRANCE

2 : discours de Duchet, Debré, Soustelle, Morice réclamant un gouvernement de salut public. Georges Bidault proclame : « Nous avons quelques mois pour tout sauver ou tout perdre de ce qui reste du patrimoine français au-delà de la mer. »

5 : entretiens Gaillard-Murphy-Beeley à Paris.

5 : Gaillard déclare : « Il est temps d'organiser avec les pays des bords de la Méditerranée occidentale cet axe nord-sud de défense commune qui est le complément naturel du Pacte atlantique. Dans cet ensemble, l'Algérie française, jouissant de la large liberté administrative que lui garantit la loi-cadre, trouvera sa place naturelle. »

7 : arrivée à Martigues du premier chargement de pétrole saharien.

7 : vote des crédits militaires par l'Assemblée nationale. Le gouvernement obtient la confiance avec 286 voix contre 147.

7 : grève des conducteurs de la S.N.C.F.

8 : vote des crédits d'investissements civils par 383 voix contre 193.

11 : reprise des débats sur la réforme constitutionnelle.

11 : grève aux usines Michelin, Rhodiacéta et Breguet.

13 : manifestation de la police parisienne devant le Palais-Bourbon avec « insultes et cris divers ».

14 : démission du préfet de police Lahillonne, qui est remplacé par Maurice Papon, préfet de Constantine.

18 : l'Assemblée nationale accorde la confiance au gouvernement par 282 voix contre 196 avec 16 abstentions.

18 : campagne des modérés contre la mission de « bons offices ».

21 : vote de la réforme constitutionnelle préparée par Robert Lecourt.

22 : réunion en assemblée unique à Strasbourg des trois communautés européennes qui prennent le nom de « Assemblée parlementaire européenne ». Les 142 délégués des six pays portent Robert Schuman à la présidence.

23 : discours de Roger Frey : « Si le régime ne consent pas à se réformer, à prendre par exemple la guerre d'Algérie autrement qu'il le fait, nous aurons un pas de plus à accomplir : passer à l'opposition à l'égard d'un régime dont la prolongation s'avérerait funeste pour le salut de la France menacée. »

24 : table ronde sociale à l'hôtel Matignon.

27 : de Gaulle reçoit une délégation du Comité d'Action des Associations Nationales d'Anciens Combattants : « Il se refuse catégoriquement à envisager son retour dans le cadre du régime actuel, quelles que soient les modalités de ce retour. »

28 : fixation du prix du vin.

28 : une motion Dronne contre l' « américanisation de la politique nord-africaine » est repoussée, à l'Assemblée nationale, par 317 voix contre 235.

(à suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



BOMBARDEMENT DE SAKIET-SIDI-YOUSSEF

Sommaire du n° 239 :

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.

LE COURRIER DE

LA COLÈRE

Le Courrier de LA COLÈRE
Administration - Rédaction - Publicité :
9, rue du Hanovre, Paris, 2me
Tél. : RIChelieu 53-95

Je dirai simplement, parce qu'il faut que quelqu'un le dise, quelle honte, quelle révolte se lèvent dans le cœur des bons français.
GÉNÉRAL DE GAULLE

HEBDOMADAIRE POLITIQUE PARAISSANT LE VENDREDI

NUMÉRO 14 — 50 FRANCS — 21 FÉVRIER 1958

DE GAULLE

C'EST L'ASSOCIATION LOYALE de la France et de tous les peuples d'outre-mer

Pour mettre fin à la rébellion,
Pour rétablir la confiance en la France,
Pour arrêter la course tragique à l'anarchie et à la misère qui tendent à couvrir Afrique Blanche et Afrique Noire,

Il faut à la France un gouvernement,
Il faut à la France une autorité,
Il faut à la France un prestige,
Il faut à la France un homme.

Tout le reste est littérature, mauvaise littérature.

Cet homme, ce prestige, cette autorité, ce Gouvernement, qui est-ce ? Le Général de Gaulle.

★

Le 18 juin 1940, et pendant quatre ans, le Général de Gaulle a été l'honneur et l'indépendance de la nation, l'honneur et le but de chaque citoyen.

En 1944, et pendant quelques mois, le Général de Gaulle a été le restaurateur de la République, le mainteneur de l'Union Française autour de l'Afrique.

En 1958, le Général de Gaulle a une nouvelle mission à remplir.

Sauver la France de la servitude,
Sauver l'Afrique de l'anarchie et de la misère.

★

Ne pas faire appel à de Gaulle,
C'est abandonner l'Afrique aux pires mouvements de violence, alimentés par les pires ambitions étrangères.
C'est abandonner la France aux pires asservissements.

★

Chef d'Etat, chefs de gouvernement, ministres anciens et présents, chefs de partis, chefs de l'opinion et voire, aussi, chefs de la religion, chefs de corporations, chefs de Syndicats, pensez à votre responsabilité devant la Nation, devant l'Histoire...

C'EST LA PAIX FRANÇAISE EN AFRIQUE



CEDERONS-NOUS TOULON A L'O.T.A.N. ?

Les Français sont en droit de se poser la question quand ils mesurent aujourd'hui ce qui se passe autour de Bizerte. Cette immense forteresse aéro-navale commande la Méditerranée. La France y a investi, depuis plus de soixante-dix ans, des sommes énormes qui en ont fait une base d'importance mondiale. Le triangle Mers-el-Kébir, Toulon, Bizerte, constitue le support stratégique fondamental du maintien des liaisons entre la Métropole et le reste de l'Union Française dans le sens Nord-Sud. De Bizerte, on contrôle sans rémission la circulation Est-Ouest dans la Méditerranée et le trafic du Canal de Suez, soit 50 millions de tonnes par an.

Les récents événements du Moyen-Orient et l'implantation des Russes dans cette région ont multiplié l'importance de ce complexe de défense, adapté, grâce à toutes les possibilités qu'il offre, à tous les types de conflits imaginables. Depuis plusieurs années, les anglo-saxons (comme les Russes) louchent avec convoitise sur cette position inégalable. Comme la IVe flotte américaine y serait bien !

Tout cela était tellement évident que même M. Savary, préposé il y a quelques mois à l'abandon de l'Afrique du Nord, répondait, aux inquiétudes qui se faisaient jour sur le sort de la grande base française, presque par un haussement d'épaules. Qui pouvait imaginer un instant que la France quitte Bizerte ? Pourquoi pas Brest ou Lorient ? Eh bien, d'abord, M. Savary mentait ; car il avait cédé, sans le dire, à M. Bourguiba, des positions qui permettaient au gouvernement tunisien un certain contrôle de la rade.

Ensuite, il est loin aujourd'hui le haussement d'épaules de M. Savary. M. Bourguiba se permet de dire « qu'il interdit aux bateaux de guerre français de rentrer à Bizerte » et le ministre de la Défense Nationale français, M. Chaban-Delmas, se contente de répondre « qu'il espère que le différend franco-tunisien sera aplani avant qu'il soit nécessaire de faire rentrer ou sortir un bateau de Bizerte ».

Implicitement mais clairement, laissant passer sans réactions les folles fanfaronnades de M. Bourguiba, le gouvernement français accepte la position d'accusé où l'on veut le mettre alors qu'il devrait, et depuis longtemps, être l'accusateur (c'est Bourguiba qui est responsable des morts civils de Sakiet, mais aussi de beaucoup de ceux d'Algérie). En violation de tous ses droits, droits reconnus par la Tunisie elle-même, le gouvernement reconnaît au dictateur tunisien un contrôle sur la grande base de notre marine.

Maintenant, M. Pineau va négocier, et on peut tout craindre. Oh, il ne négociera pas sous la menace ; mais demain, M. Bourguiba ayant prononcé quelques bonnes paroles, alors il négociera, et il négociera Bizerte.

Vraiment, oui, pourquoi pas Toulon ?

La manifestation du 13 mai fut l'objet d'une longue préparation à laquelle participèrent les gaullistes, par la mise en place d'une antenne à Alger et par une longue et vigoureuse campagne de presse menée en Algérie et en France. Le Courrier de la colère, *de Michel Debré, défendait le thème d' « Algérie française » et préparait, dès février 1958, le retour au pouvoir du général de Gaulle.*